

REVUE DE PRESSE

2012

Interventions médiatiques de Jacques Delors

Ancien Président de la Commission européenne
Président fondateur de Notre Europe-Institut Jacques Delors



Contact Presse :

Mme Stéphanie Baz, Responsable Communication et Relations médias - Conseillère presse de Jacques Delors, Président fondateur

sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84, 0033 6 74 04 35 92

SOMMAIRE

Cette revue de presse présente les interventions médiatiques de Jacques Delors en 2012 et non les simples mentions dans la presse qui sont naturellement beaucoup plus nombreuses.

Janvier

Het Financiele Dagblad (Allemagne)
La lettre de sol et civilisations (France)
Publico (Portugal)

Février

Métro (Belgique)
Le Temps (Suisse)
Le Soir (Belgique)
Euronews (UE)
Euractiv.com (UE)

Mars

Politiken (Danemark)
Géo Histoire (France)

Avril

Le Monde (France)
Das Parlament (Allemagne)
Sciences-Po (France)
RFI (France)
Unipss (France)
Le Figaro (France)

Juin

Il Sole 24 Ore
Rajouter les reprises du rapport TPS

Juillet

Revue Hermes (France-Espagne)

Septembre

Il Mulino (Italie)
Panorama Magazine (Commission européenne)

Octobre

BFM TV (France)
RFI (France)
AFP (France)
RTL (France)
France 2 (France)
Associated Press (France)
Ouest France (France)
La Croix (France)
Europe 1 (France)

Novembre

La tribune (France)
Canal + - Le grand journal (France)
NRC Handelsblad (Pays-Bas)
EU Inside (Bulgarie)
La Razon (Espagne)
Le Figaro (France)
La Repubblica (Italie)
Le Temps (Suisse)
La Croix (France)

Décembre

Morgenbladet (Norvège)
Hors série d'Alternatives économiques (France)
Euronews (EU)
BFM TV (France)
Le Soir (Belgique)
Le Progrès (France)
DNA (France)
Le Bien Public (France)
L'Est Républicain (France)
New Europe (France)
Libération (France)
La Croix (France)
Le Parisien (France)
Radio Télévision Canada (France)
BFM TV – « BFM politique » (France)
Handesblatt (Allemagne)
Europe 1 (France)

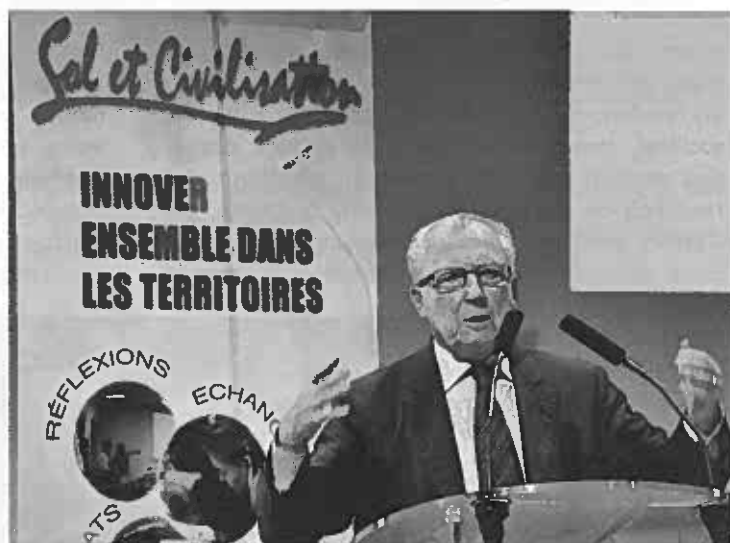
Discours de clôture des 20^{èmes} Assises

Par Jacques Delors, Président Fondateur de Notre Europe

« Il y a trois piliers qui sont indissociables à la réflexion et sur lesquels je me permettrai de dire quelques mots : l'agriculture, le rural, et le territoire. Je ne veux pas les confondre. Ce serait rendre un mauvais service aux trois, mais je voudrais vous dire qu'ils sont indissociables et qu'il ne peut pas y avoir de développement rural sans agriculteurs.

Commençons par l'agriculture. C'est une activité essentielle pour l'économie et pour le socle de l'être humain. Elle doit tenir compte de l'environnement certes, mais pourquoi stigmatiser plutôt une activité qu'une autre ? Bien sûr, les agriculteurs sont sensibles au fait qu'étant obligés de moderniser, d'accroître leur production — puisque comme cela a été dit tout à l'heure, au moment de la fondation de la politique agricole commune, nous n'étions pas autosuffisants — il y a eu des retombées, mais je crois qu'on ne peut pas, au nom de l'environnement, stigmatiser une profession et une activité aussi essentielle. Elle doit prendre en considération le modèle mondial, mais l'agriculture, et c'est là ma divergence avec les partisans du commerce mondial à tout crin, n'est pas une activité comme les autres. Ce n'est pas une raison pour plaider pour le protectionnisme. [...]

Je reconnais que la mondialisation a permis à 800 millions de personnes de manger à leur faim, ce qui n'était pas le cas avant. Un bien agricole, ce n'est pas la même chose qu'un service ou qu'un produit industriel quand on veut parler du commerce mondial. L'agriculture doit avoir toute sa place dans l'économie européenne. Ces principes font partie du contrat de mariage qui a vu la création de l'Union européenne à l'époque de la Communauté européenne. C'est une donnée politique. [...] La France a considéré, elle n'était pas la seule, que l'agriculture était nécessaire, économiquement,



socialement, du point de vue de l'aménagement du territoire. [...] Je pense que les principes ne sont pas négociables.

À l'intérieur de l'Union européenne, il y a deux points qui sont importants. Le premier, c'est défendre l'agriculture dite de voisinage. Elle ne représentera jamais plus de 15 % de la production, mais il faut la défendre parce que c'est elle qui permet d'animer la vie rurale. [...] Par conséquent, il faut aussi ne pas penser simplement productivité et compétition.

Le deuxième point, concerne une harmonisation progressive des coûts de production. Pour la France, c'est très important. Si au niveau des 27, on peut discuter de la pertinence d'une telle harmonisation, au niveau de ceux qui ont une monnaie unique, il est impensable de pouvoir continuer avec une monnaie unique s'il n'y a pas un minimum d'harmonisation fiscale et sociale. Par conséquent, il y a là deux lignes de force, me semble-t-il, qui devraient permettre de défendre l'agriculture.

J'en viens maintenant au rural. [...] 35 % des ouvriers résident en milieu rural, vous avez vu que pour l'instant, on n'entend parler que les penseurs de l'urbanisation. Sait-on, par exemple, que quelqu'un qui gagne entre 600 ou 800 €, qui a le minimum, le RSA ou autre, doit dépenser 400 à 500 € par mois pour se déplacer en voiture afin de trouver un travail.

[...] Nous sommes donc confrontés dans le monde rural, à la fragilisation du lien social que l'appartenance à ce même espace ne peut à elle seule reconstruire. Et cette fragilisation du lien social qui tient au fait qu'habitent dans le monde rural des populations différentes, de plus en plus différentes, tient aussi en termes financiers et en termes sociétaux.

Nous avons parlé du phénomène d'étalement urbain. C'est différent de ce que nous avons connu jusqu'à présent et cela mérite une analyse vraiment poussée pour voir ce qu'il va en résulter, du point de vue économique, social, sociétal, convivial. Même si cela dure depuis des années, nous n'en sommes qu'au début et il faut voir ce que cela va donner. Je pense que c'est là un thème d'étude très important, aussi pour essayer de mieux défendre le monde rural. [...]

Si le rural est un bien public, est-ce que la nation ne doit pas avoir conscience de cela ? Pour maintenir le milieu rural, il y a un coût, budgétaire, un coût pour le contribuable. Et après tout un coût pour ceux qui, dans cet espace de retour à la nature magnifiée par le mouvement vert,

viennent dans les milieux ruraux un petit peu comme Jean-Jacques Rousseau. Il faut qu'ils reconnaissent le coût dont ce milieu rural a besoin pour être entretenu, vivant. [...]

Je voudrais dire simplement que dans l'Acte unique de 1987 qui a relancé la construction européenne dans le contexte de l'époque, et la politique de cohésion économique et sociale, j'avais obtenu l'accord pour un objectif de développement rural. Depuis 1995, il est oublié et on en a fait une deuxième phase de la PAC, mais ce n'est pas la même chose. Qu'est-ce qui était important dans le fait que la Communauté européenne prenne en charge le développement rural ? C'était la méthode, le « bottom up », l'accompagnement par la Commission européenne, la diffusion des expériences réussies. C'est cela que je voulais que la Commission européenne diffuse. [...]

Le troisième élément c'est le territoire, « Se réapproprier les territoires, un enjeu de civilisation » titrait Sol et Civilisation en 2007 (Ndlr : Cf. Cahier n°1). Le territoire, c'est différent du rural, mais, bien sûr, je ne prends pas le territoire au sens large, je le prends

comme il a été étudié dans la deuxième table ronde. L'homme sur la terre construit des territoires. C'est l'idée que vous diffusez. L'homme est en quelque sorte le gardien et le créateur de ces lieux. Le territoire est la matrice des relations humaines. La pleine conscience des interactions homme-milieu se perçoit dans le territoire. Le territoire est appelé à devenir un élément essentiel de la reconstruction d'une société où le lien social reprendrait de l'importance. Un territoire ne s'opposant pas à l'autre bien entendu. Nous sommes dans le monde en déclin et nous cherchons la synthèse entre sécurité et stimulation. Il n'y a pas de meilleur élément pour se rappeler cela que la nature. Elle est exigeante, elle nous dessert parfois, elle nous trompe. [...] Les rêves de domestiquer la nature, de l'industrialiser, de la

mettre à notre service, tout ça, ce n'est rien. Le paysan sait cela.

Mon grand-père cultivait du blé noir et lorsqu'il voyait que la récolte ne serait pas bonne, presque nulle, car il y avait huit mauvais jours, il disait : « mon garçon, on recommencera l'année prochaine ».



Cette école de la confrontation avec la nature, à la fois riche, généreuse et hostile, difficile à maîtriser, je crois que c'est un élément essentiel de l'humanisme. Cela va au-delà du développement rural ou du développement des territoires. On a besoin de la leçon du paysan pour comprendre cela.

De même pour les notions de solidarité et de responsabilité car [...] le monde agricole, avant même la PAC et les premières lois sur l'agriculture, savait ce qu'était la solidarité dans les villages. Il est capable de transmettre des réflexions et des synthèses entre sécurité et stimulation, solidarité et responsabilité.

L'image rurale ressurgit dans ce monde des apparences et des médias. [...]

Les petits signes d'un autre modèle de développement se font jour. Sol et Civilisation y travaille, soyons quand même optimistes et restons courageux. » ■

Cartas à Directora



As cartas destinadas a esta secção devem indicar o nome e a morada do autor, bem como um número telefónico de contacto. O PÚBLICO reserva-se o direito de seleccionar e eventualmente reduzir os textos não solicitados e não prestará informação postal sobre eles. Email: cartasdirector@publico.pt

Contactos do provedor dos Leitores
Email: provedor@publico.pt
Telefone: 210 111 000

Trabalhar até morrer

Para que se tenha uma noção mais verdadeira sobre o que é trabalho, as notícias dão-nos conta de que em dez anos, morreram, vítimas de acidente de tal ofício, duro de dor e sofrimento, cerca de dois mil operários, que aplicou com muito dó e sem piedade, o luto, e despedaçou numerosas famílias. Inquéritos. Aí estão. A culpa não há-de morrer solteira. Em que é que dão? Negligência, descuido, falta de acompanhamento dos mestres, e muita mesmo muita falta de aplicação e desrespeito pelas normas de segurança, às vezes das mais básicas. Resultado? A culpa é do mexilhão. A ausência de fiscalização, é também norma e prática normal. Muita demissão no “estaleiro” da (ir)responsabilidade, por parte dos donos das obras, empresas e autoridades, e o que se retira desses escombros são os tais “mexilhões”, embrulhados agora, em lençóis e em macas, quando as equipas de socorro são chamadas numa urgência afrita e última, de auxílio desesperado. Nesta década, repetida de sangue e de lágrimas, de mortes de trabalhadores, entre os destroços e o pó, em terra e no mar, quantos governantes

pereceram entre os papéis, nos gabinetes sentados, entre viagens luxuosas, em reuniões ou ao telefone, nos jantares, numa declaração, na burocracia enfim, e principescamente pagos e arregalados, e quantos operários morreram para levar para casa o mísero salário “bruto”, perigoso, que outra coisa nunca foi, mesmo antes de se lhe retirar impostos e subsídios, para ganhar o pão da mesa e a telha com que se quer cobrir e aos seus, enquanto os “senhores da lei” e demais mandantes gozam numa vivenda e outra, e se passeiam no seu “espada” rolando na canção “money”, e sempre na “zona de conforto”, sem que alguma vez se dessem ao “trabalho” ou lhes passasse pelas decisões a tomar, a angústia da necessidade de emigrar? Talvez um dia estas incontáveis almas destroçadas, se levantem e peçam reconhecimento e justiça, ou muitos o façam por



eles. Quem sabe se esta “ficção” não se tornará real... Quem sabe...!
Joaquim A. Moura, Penafiel

Desconcertação social

A assinatura do “Compromisso para o Crescimento, Competitividade e Emprego” não é nada mais do que um beijo de morte para quem efectivamente trabalha. Parece que abolir a proposta de meia hora de trabalho desculpabiliza uma série de atrocidades laborais: a diminuição do custo do trabalho, das horas extraordinárias através do enigmático banco de horas, o prolongamento desse mesmo trabalho, a redução do descanso, da duração do subsídio de desemprego e das indemnizações por despedimento. Nunca despedir foi tão fácil pois agora também é possível dispensar alguém por inadaptação, pela redução continuada da produtividade ou da qualidade do trabalho prestado. Por isso, proponho que a classe política que nos tem governado se auto-avalie e se é merecedora de continuar em funções ou é despedida por tais pressupostos.
Emanuel Caetano, Ermesinde

Comentários online

Arménio Carlos eleito novo secretário-geral CGTP: Sentido da evolução!

Os grandes sindicatos estão fadados à extinção! Não há soluções “de massa”, mas sim soluções que contemplem as circunstâncias particulares de cada conjunto de trabalhadores, em cada empresa. Deverão constituir-se, em cada empresa, associações de trabalhadores que terão em conta as condições particulares do trabalho na empresa, certamente diferentes de todas as demais empresas. As situações diferem imensamente e devem ser consideradas, com melhor análise, as situações particulares de cada caso em busca das melhores soluções. A evolução corre neste sentido!

Marcelina Gomes, Coimbra



Ver mais em www.publico.pt

Debate Por uma Comunidade Europeia da Energia

A política energética precisa de mais Europa

A pesar dos progressos realizados nos últimos anos, a política da União Europeia no domínio da energia não conseguiu realizar os seus objectivos principais, designadamente garantir o acesso à energia a preços abordáveis e estáveis, manter a competitividade do sector da UE, garantir a segurança do abastecimento de energia a todos os europeus onde quer que vivam, e promover a sustentabilidade da produção, do transporte, da distribuição, do armazenamento e do consumo de energia, avançando com determinação para uma sociedade hipocarbónica. Estes objectivos são partilhados por todos, tanto líderes políticos como sociedade civil, desde as empresas e os fornecedores de energia aos sindicatos, passando pelos consumidores e ambientalistas. Contudo, as opiniões diferem sobre a forma de realizar os objectivos.

São manifestas as limitações das políticas energéticas nacionais e, no entanto, não há uma política energética europeia comum para as ultrapassar. Apesar das promessas feitas por vários governos, os preços da energia aumentaram exponencialmente nos últimos anos, o que resultou num agravamento acentuado dos níveis de pobreza energética. No Inverno passado, entre 50 milhões e 125 milhões de europeus padeceram de escassez de energia, fosse na forma de corte de electricidade, ameaça de corte ou incapacidade de pagar as contas. Esta situação não foi adequadamente tratada por todos os países da UE.

Os Estados-membros estão envolvidos numa rede tal de interdependências que já não é viável agir sozinho. Tal como vimos recentemente, os países europeus podem fazer escolhas soberanas relativamente ao abastecimento de energia (por exemplo, o desaparecimento gradual da energia nuclear em alguns países da UE), mas isto tem o seu preço. As decisões unilaterais aumentam o risco de divergências e podem provocar o aumento ou oscilações de preços na produção e consumo de energia ao nível



Jacques Delors
Presidente fundador de Notre Europe



Staffan Nilsson
Presidente do Comité Económico e Social Europeu

regional, entre outras situações. Presentemente, nenhum país europeu consegue, sozinho, fornecer de forma fiável aos seus cidadãos electricidade a preços acessíveis.

Há que pôr um travão a esta falta de visão. Uma frente unida é a única forma de os países europeus responderem às preocupações dos cidadãos e garantirem que os interesses da Europa prevalecem. A vontade política é claramente um problema, mas não é o único. Em primeiro lugar, o potencial do mercado interno não foi totalmente aproveitado para aumentar a segurança energética e trazer valor acrescentado aos cidadãos. Em segundo lugar, o Tratado de Lisboa determina explicitamente a solidariedade entre os Estados-membros, mas tal manteve-se letra morta no quadro institucional actual. Em terceiro lugar, a UE não tem meios para financiar ações de relevo ou para impor decisões relativamente às fontes de energia. O orçamento anual da UE para a energia é ínfimo em comparação com o montante despendido pelos Estados-membros neste sector. Isto limita seriamente o financiamento de interconexões comuns de electricidade e gás e a investigação conjunta no domínio da energia hipocarbónica. É, pois, fundamental dotar a UE de recursos financeiros independentes e autónomos para financiar projectos de interesse europeu comum, em especial os relacionados com as energias renováveis. Em quarto lugar, uma questão social e de actualidade como é a energia justificaria normalmente o pleno envolvimento dos cidadãos. A ausência de um diálogo estruturado entre os legisladores e os decisores e a sociedade civil europeia é fonte de grande preocupação.

É necessária uma nova estratégia orientada para uma maior integração e solidariedade. A alternativa mais ambiciosa e promissora é a de uma Comunidade Europeia da Energia de pleno direito que englobe todos os aspectos económicos, políticos e estratégicos pertinentes. Isto implicaria a integração dos mercados da energia,

a coordenação das políticas de investigação, decisões sobre os investimentos, mecanismos de solidariedade e a necessidade de falar em uníssono na cena mundial. Tudo isto requer uma estratégia sólida de carácter supranacional.

É possível avançar já com medidas transitórias como, por exemplo, uma maior integração dos mercados nacionais de energia e um planeamento conjunto das redes orientando a política energética para os consumidores. Por exemplo, instamos a um carácter progressivamente mais europeu da combinação energética, que é necessário devido ao aumento da percentagem de energias renováveis nas combinações energéticas nacionais. No tocante à escolha energética e aos investimentos, a Europa não pode continuar a marcar passo na medida em que as grandes decisões sobre energia tomadas hoje exigirão um compromisso de décadas. O desenvolvimento progressivo de uma Comunidade Europeia da Energia poderá voltar a mobilizar os europeus em torno de um projecto que lhes oferece um claro valor acrescentado. Sobretudo, isto responderá às expectativas e preocupações dos cidadãos da UE reflectidas em sondagens recentes.

Dado o impacto abrangente das decisões sobre energia, os cidadãos não podem ficar à margem do debate sobre as transformações sistémicas que se avizinham. O Comité Económico e Social Europeu e a Notre Europe instam a que este debate seja efectuado ao nível da UE e propõem a criação de um fórum da sociedade civil europeia que monitorize as questões energéticas. Solicitamos à Comissão Europeia que desempenhe um papel muito mais importante na concepção de uma política energética coerente, credível e eficiente, lançando as bases para uma comunidade europeia de energia. As ações puramente nacionais no domínio da energia são irrelevantes, sendo que um sistema energético sustentável, resistente e progressista só será conseguido ao nível europeu.



Chaque jeudi, Metro ausculte l'actualité européenne

L'Europe manque d'énergie, mais pas d'idées

BRUXELLES Les pays membres de l'UE ont souvent recours à des importations d'électricité des pays voisins. «Ce domaine devrait être traité directement au niveau de l'UE, et non plus par les gouvernements nationaux», estime le think tank Notre Europe.

Hausse de la consommation d'énergie, hausse du prix du baril de pétrole, tensions croissantes autour des pays producteurs... L'approvisionnement en énergie inquiète de plus en plus les Européens. Et pour cause: en cas de rupture de l'approvisionnement, c'est l'ensemble de l'activité économique qui en souffrirait. Certains analystes assurent qu'elle est pénalisée dès que le baril dépasse les 80 \$. Il oscille actuellement entre 90 et 100 \$...

«Créer une communauté européenne de l'énergie permettrait de limiter la dépendance de l'Europe vis-à-vis de ses fournisseurs en énergie», constate Notre Europe, un think tank créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors. Celui-ci plaide depuis deux ans en faveur d'une telle communauté. Mardi, le Comité économique et social, qui représente la so-



La compatibilité des réseaux électriques est souvent citée comme un frein à l'efficacité énergétique en Europe.

ciété civile, s'est dit favorable à une telle initiative. «Non seulement, cela générerait de considérables économies d'échelle, mais nous pourrions aussi en profiter pour soutenir le développement industriel de nouvelles sources d'énergie», indique Pierre-Jean Coulon, rapporteur sur le sujet. Jacques Delors va jusqu'à proposer une communauté d'achat, qui permettrait aux Européens de négocier en position de force avec

leurs fournisseurs.

L'Union européenne est encore loin d'une telle unité sur la question. Le Commissaire en charge de la question, Günther Oettinger, se dit bien favorable à «une européanisation du dossier». Mais dans ce domaine, le principe de réalité s'impose. De nombreuses capitales européennes rechignent à donner plus de pouvoir à l'autorité européenne dans ce domaine, préférant travailler seules à la promo-

tion d'une indépendance énergétique nationale.

Mais la question pourrait bien s'imposer d'elle-même à l'agenda. «Il y a des tensions entre certains pays», constate Sami Andoura, de Notre Europe. Suite à la fermeture de plusieurs centrales nucléaires allemandes l'an passé, le pays d'Angela Merkel a de plus en plus recours à l'électricité française. «Le marché de l'énergie est interdépendant dans les faits. Cela va peut-être pousser les dirigeants européens à plus de collaboration, par nécessité», ajoute-t-il.

Quoi qu'il en soit, le commissaire Oettinger a promis une évaluation du dossier d'ici 2014. D'ici là, la Commission européenne continuera d'utiliser au mieux ses compétences pour traiter la question au niveau des 27. Elle tente notamment de stabiliser les relations entre les pays producteurs et les pays de transit (afin d'éviter que la Russie ne ferme à nouveau les vannes de l'oléoduc livrant l'UE via l'Ukraine, suite à un conflit avec ce pays). «Cela va donner confiance aux investisseurs privés», veut croire Günther Oettinger. Charge à eux, espère-t-il, d'en profiter pour développer le marché intérieur de l'énergie.

Camille Goret

21,5% de nucléaire en Belgique



Actuellement, les pays de l'UE sont libres de composer leur mix énergétique comme ils l'entendent. En Belgique, 40% de l'énergie vient du pétrole, 25% du gaz naturel, 21,5% du nucléaire, 7% du charbon, 5% du renouvelable, et le reste d'importations. La Commission européenne n'intervient pas sur ces chiffres. Elle travaille à la compatibilité des réseaux (essentiel si un État veut utiliser l'électricité de son voisin lorsqu'il subit une chute de production). Seule contrainte: la part des énergies renouvelables devra atteindre 20% en 2020. ■

INTERVIEW MINUTE

«Un plus pour les étudiants»

BRUXELLES Le programme d'échange universitaire Erasmus fête ses 25 ans. «Le bilan est globalement très positif», se réjouit Bart Stoffels, coordinateur administratif du programme à l'Université catholique de Louvain.

Les échanges Erasmus ont généralement bonne réputation...

«Depuis le début du programme, en 1987, de nombreuses évolutions ont eu lieu. Aujourd'hui, nous en tirons un bilan globalement très positif.»

Quels sont les points forts du programme?

«Partir étudier dans une université étrangère permet de se confronter à une autre langue, de profiter de cours très spécifiques qui ne pourraient pas être suivis dans son université d'origine, de découvrir d'autres méthodes d'enseignements. C'est un plus pour les étudiants.»

Étudier dans une autre langue fait parfois peur...

«C'est une difficulté, mais elle est loin d'être insurmontable. Des cours de

langues sont d'ailleurs organisés dans les universités de départ et d'accueil pour permettre à l'étudiant de se préparer au mieux. Bien sûr, cela représente une charge de travail supplémentaire pour l'étudiant, puisque son programme de cours n'est pas allégé pour autant. Mais on ne constate pas de décrochage particulier chez les étudiants qui profitent d'une bourse de mobilité.»

Qu'en est-il du financement de ces départs à l'étranger?

«Les bourses sont accordées en fonction de la situation socio-économique de l'étudiant. Cela veut dire que les personnes en grande difficulté bénéficient d'une couverture quasi complète. Mais il ne faut pas oublier que les bourses de mobilité n'ont pas vocation à tout couvrir: elles ont été mises en place pour couvrir les dépenses supplémentaires engendrées par la période passée à l'étranger. Cette modulation en fonction des besoins a permis de démocratiser le programme.» (cg)

/// www.esu-online.org

«Erasmus a pleinement fait ses preuves»



BRUXELLES Erasmus fête ses 25 ans. Depuis 1987, ils sont près de 3 millions d'étudiants à avoir profité de ce programme d'échange universitaire. Concrètement, il permet à des étudiants de recevoir un soutien financier pour un semestre ou une année d'études à l'étranger. Le programme est une réussite, tant au niveau universitaire (voir ci-contre) qu'au niveau des étudiants (100.000 étudiants par an dans les années 90, contre 255.000 cette année). Les organisations étudiantes appellent néanmoins les autorités à venir en aide aux étudiants défavorisés. «Erasmus a pleinement fait ses preuves. Mais il doit devenir accessible au plus grand nombre», juge ainsi Allan Päll, du syndicat des étudiants européens (ESU). ■

MARDI 07 FÉVRIER, NE MANQUE PAS L'ÉDITION SPÉCIALE DE KARL LAGERFELD!

metro

Le père de l'Europe médite sur sa famille brisée

Publié: 08 février 2012

Jacques Delors, un ancien président de la Commission européenne, et José Manuel Barroso, l'actuel président, déplorent la « résistance » nationale et le « manque d'esprit de coopération » des dirigeants des 27 Etats membres de l'UE lorsqu'il s'agit de lutter contre la crise de la dette.

Background

Le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 aux Pays-Bas, a établi l'Union européenne et a mené à la création de l'euro.

Ce traité, signé lorsque Jacques Delors était président de la Commission européenne, a donné lieu aux critères de Maastricht que les gouvernements doivent respecter pour rejoindre l'euro. Il s'agit notamment de ces conditions :

- la dette ne doit pas excéder 60 % du PIB ;
- le déficit ne doit pas excéder 3 % du PIB.

L'ancien président de la Commission (1985-1994) a rendu visite à M. Barroso pour le 20e anniversaire du traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, qui avait mené à la création de l'euro.

La visite de M. Delors a également coïncidé avec des négociations à Athènes visant à assurer la mise en oeuvre d'un second programme de renflouement. Le pays risque bel et bien d'entrer en défaut de paiement. Cette éventualité n'est d'ailleurs plus un tabou et est ouvertement évoquée par de hauts fonctionnaires de l'UE.

Neelie Kroes, la commissaire en charge de la stratégie numérique, a déclaré lors un entretien lundi (6 février) que la zone euro pourrait survivre sans la Grèce. Elle a laissé entendre que les discussions entre Athènes et la Troïka (la Commission, la BCE et le FMI) atteignaient leur point de rupture.

Un message à la Grèce

M. Barroso a profité de la présence de la presse pour envoyer un message à la classe politique grecque. Il a appelé les partis politiques à travailler de concert pour « un meilleur avenir, dans notre Union et dans la zone euro ».

« Nous souhaitons que la Grèce reste dans la zone euro », a souligné M. Barroso, dans une tentative apparente d'apaiser les esprits suite aux commentaires de Mme Kroes. Jusqu'à présent, la Commission a toujours défendu l'idée que la Grèce devrait consentir à faire les efforts nécessaires et rester dans la zone euro.

Un défaut de paiement grec coûterait beaucoup plus cher que d'aider la Grèce, a expliqué M. Barroso. Il a demandé à Athènes de faire sa part de travail et a assuré que ces efforts donneraient des résultats à moyen terme.

Les trois partis politiques grecs au gouvernement du premier ministre, Lucas Papademos, s'opposeraient à plus de mesures d'austérité en échange d'une aide supplémentaire. Les socialistes du PASOK sont déjà considérés comme les grands perdants des futures élections qui devraient avoir lieu avant Pâques. Mais le parti Nouvelle démocratie de centre-droit et le petit parti nationaliste LAOS s'opposent à l'austérité dans le but de ne pas fâcher leurs électeurs.

Lorsqu'il lui a été demandé de commenter l'idée franco-allemande d'un compte bloqué pour rembourser partiellement les créanciers du pays en cas de défaut de paiement, M. Barroso a répondu qu'il n'entrerait pas dans les détails, dans la mesure où les négociations étaient sur le point d'aboutir, bien que cela dépendait de la volonté politique de chacun.

L'héritage de Maastricht

A l'occasion du 20e anniversaire du traité de Maastricht, M. Barroso a expliqué que plusieurs pays s'étaient alliés pour créer une union économique et monétaire, mais que cette union devait encore être développée.

« Parfois, il y a de la résistance intergouvernementale, mais je pense que l'Europe reconnaît aujourd'hui que nous avons besoin d'une gouvernance européenne plus forte, capable de relever les défis de la mondialisation », a déclaré M. Barroso.

M. Delors a expliqué qu'il y avait « dans le passé des leçons pour l'avenir » et il a affirmé soutenir M. Barroso dans sa démarche de favoriser l'approche communautaire face aux approches intergouvernementales.

Au printemps dernier, la Commission s'est montrée ferme vis-à-vis de la France, de l'Italie et d'autres pays qui tentaient de résoudre leurs problèmes d'immigration en dehors du cadre communautaire, voire de porter atteinte à l'espace Schengen de libre circulation. Plus récemment, l'exécutif européen a plaidé en faveur du rôle des institutions de l'UE dans le pacte budgétaire intergouvernemental. Les discussions sur le prochain budget à long terme de l'UE ont également démontré une tendance à l'égoïsme national, négligeant la valeur ajoutée des politiques communautaires.

« Je voudrais également faire part de mon appui total à la Commission, comme personne et comme institution, à un moment où on s'éloigne et la méthode communautaire. Mais là aussi, il faut regarder le passé. Chaque fois que la communauté ou l'Union se sont écartées de la méthode communautaire, il en a résulté de l'immobilisme, des disputes entre les Etats et aucune avancée notable », a déclaré M. Delors.

Toutefois, une récente étude réalisée par le groupe de réflexion qu'il a fondé, Notre Europe, critique quelque peu le rôle de la Commission, et ce malgré les modifications du traité. Selon ce rapport, l'exécutif européen s'est montré timide en matière d'initiatives législatives en prenant en compte les positions des colégislateurs et en tentant d'éviter les conflits. Dans cette étude, le groupe de réflexion fustige également la Commission pour son manque de « propositions innovantes ».

L'ancien président de la Commission a déploré le « manque d'esprit de coopération », surtout au sein du Conseil de l'Union européenne qui représente les gouvernements des Etats membres.

Dimension sociale

Les journalistes ont demandé à M. Delors de s'exprimer sur la dimension sociale de l'action de l'exécutif européen qui, selon eux, est moins présente dans l'actuelle Commission présidée par M. Barroso.

M. Barroso a répondu en premier, affirmant qu'il existait en effet une « urgence sociale » en Europe, mais que les Etats membres avaient rejeté ses propositions pour des programmes de solidarité, comme le programme d'aide alimentaire pour les plus démunis de l'UE. Ce système, lancé en 1987 sur l'initiative de M. Delors, a été bloqué par l'Allemagne et la Suède, qui ont attaqué l'exécutif européen devant la Cour européenne de justice.

« Certains gouvernements disent que l'Europe, ce n'est pas le social. Je tiens à exprimer ma position là-dessus, je ne suis pas d'accord, d'ailleurs, nous venons de célébrer l'anniversaire de la charte sociale européenne et

la Commission européenne reste attachée à ces valeurs sociales », a déclaré M. Barroso.

Pour sa part, M. Delors a affirmé qu'il fallait redresser la situation financière des pays de l'UE tout en maintenant une croissance économique et en préservant l'environnement, « car il ne faut pas oublier que nous devons aussi sauver notre mère la Terre ».

« C'est une question très difficile et les gouvernements auraient intérêt à coopérer entre eux et à écouter davantage la Commission sur ces questions », a-t-il affirmé.

Interrogé sur la tendance actuelle à l'austérité, M. Delors a répondu : « J'ai été le premier à parler d'austérité quand j'ai été ministre des finances. Quand c'est nécessaire, j'en parle. Et j'étais autant populaire. Vous voyez, c'est curieux. »

Liens

Think tanks & Academia

- Notre Europe, think tank chaired by Jacques Delors: [Le pouvoir d'initiative de la Commission européenne : une érosion progressive ?](#)

La mise en garde de Jacques Delors

PAR RICHARD WERLY BRUXELLES

L'ancien président de la Commission européenne rappelle que l'Union a des obligations sociales

C'est en «historien» que Jacques Delors a choisi, mardi à Bruxelles, de parler des vingt années écoulées depuis la signature du Traité de Maastricht, le 7 février 1992. Le moment était approprié, alors que la Grèce était paralysée par une grève générale et que l'hypothèse de sa sortie de l'euro a été relancée par plusieurs déclarations. Sur fond de polémique autour de l'intransigeance budgétaire incarnée par le futur traité sur «l'Union pour la stabilité» que 25 pays de l'Union européenne sur 27 (Royaume-Uni et République tchèque) devraient signer en mars prochain.

Un «grand échec»

Premier point de l'exposé de l'ancien président de la Commission, la faute du Traité de Maastricht, portant sur la création de l'Union économique et monétaire et de l'euro (lancé, lui, le 1er janvier 1999), est d'avoir négligé le nécessaire rapprochement des politiques économiques. «L'euro n'a pas stimulé l'économie. C'est son grand échec, a-t-il expliqué, après avoir déjeuné avec l'actuel président de l'exécutif communautaire José Manuel Barroso. La monnaie unique a protégé l'Union de ses bêtises, en masquant pendant des années les divergences sous des taux d'intérêt uniformes.»

L'analyse est connue. Mais Jacques Delors a des raisons personnelles de le regretter. Il avait, en 1997, proposé aux Etats membres un pacte de coordination des politiques économiques destiné à être le pendant du fameux «pacte de stabilité». En vain: «L'erreur funeste a été de ne regarder que les comptes publics, et de ne pas faire de différence entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement», a déploré à ses côtés l'ancien ministre belge des Finances Philippe Maystadt, qui négocia le Traité de Maastricht. «L'Europe s'est aveuglée elle-même.»

Second point de l'exposé de Jacques Delors: la nécessité pour l'UE de prêter attention aux questions sociales. Dès 1993, a-t-il rappelé, le comité des gouverneurs de banque centrale réunis autour de lui pour accoucher de la monnaie unique avait proposé d'ajouter, comme critères, le taux de chômage des jeunes et le chômage de longue durée. «Nous avons sans cesse fait des tentatives pour parvenir à un équilibre entre les facteurs économiques et les indicateurs monétaires», a-t-il poursuivi. Sans succès, comme le montre, selon lui, l'exemple des restructurations en Grèce.

«Je souffre»

«Il faut impérativement que la troïka (Commission, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) cesse de diviser et tienne compte des possibilités des Grecs. Je souffre et je suis très inquiet quand je vois que l'on explique à ce pays comment mourir guéri.» L'intervention d'un syndicaliste grec affirmant que les partenaires sociaux helléniques ont adressé des courriers au gouvernement d'Athènes proposant un donnant-donnant de réformes contre un maintien des salaires pour protéger le pouvoir d'achat a révélé les dessous peu connus des négociations en cours. «Mon conseil, face à la crise actuelle, m'a été dicté par mes années à batailler avec les Etats membres, a conclu Jacques Delors: en Europe, le comment faire est inséparable du que faire.»

Delors s'inquiète pour Athènes et dit ses regrets sur Maastricht

MARTIN,PASCAL; AFP

Page 9

Mercredi 8 février 2012

Union européenne Le Traité qui fixe les « critères de convergence » a vingt ans

Et la Grèce ? Jacques Delors se dit « *très inquiet* ». Il souhaite que ce qui sera décidé au terme des discussions entre le gouvernement et les créanciers du pays soit « *adapté à ce qui est possible pour les Grecs* ». Hasard du calendrier, l'ex-président de la Commission européenne célébrait hier à Bruxelles les vingt ans du traité de Maastricht alors que les négociations sur la réduction de la dette se poursuivaient à Athènes sur fond de manifestations. Maastricht est ce traité dont les célèbres « critères de convergence » imposés aux membres de la zone euro auraient dû en théorie la préserver de la tempête.

Les énormes difficultés que rencontrent aujourd'hui la Grèce ainsi que plusieurs pays appartenant à l'euro (Irlande, Espagne, Portugal, Italie...), montrent que ces garde-fous n'ont pas suffi. Engendrée par la chute du Mur, l'euphorie qui a précédé la signature du traité le 7 février 1992 peut expliquer une certaine précipitation : « *Certains responsables comme l'Allemand Genscher ou le Français Balladur ont parlé de monnaie commune avant la Commission* », se souvient Jacques Delors. Mais le refus d'un certain nombre d'Etats membres de créer au côté de celle-ci une union économique fut autrement préjudiciable : « *Jusqu'à la fin, ces questions resteront non réglées.* »

Delors explique qu'il a voulu faire ajouter aux critères originels de Maastricht (maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public, la stabilité du taux de change et la convergence des taux d'intérêt) deux autres indicateurs : le chômage de longue durée et le chômage des jeunes. En vain. « *Ce fut ma dernière tentative pour équilibrer l'économie et la monnaie tant que j'étais à la Commission.* » « *Aujourd'hui, a encore regretté le socialiste, il manque le dialogue social. Ce n'est plus le modèle européen, c'est une autre société.* » Quant au FMI qui impose aux Etats endettés les mesures d'austérité, « *cela me renvoie à des souvenirs des années 70, lorsqu'on expliquait aux pays comment mourir guéris* ».

“ **JACQUES DELORS**

Je rêve d'une nouvelle planification ”

Peut-on retrouver une période de croissance ? A quelles conditions ? Quel rôle doit jouer l'Etat ? Les réflexions d'un acteur-clé des Trente Glorieuses.

UNE RICHE CARRIÈRE POLITIQUE 1925

Naissance à Paris.
1945-1962
Travaille à la Banque de France.
1962-1969
Membre du Commissariat général au Plan.
1969-1972
Chargé de mission auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas.
1974
Adhère au Parti socialiste.
1981-1984
Ministre de l'Economie et des Finances des trois gouvernements Mauroy.
1985-1994
Président de la Commission européenne.
Aujourd'hui
Préside le club de réflexion Notre Europe.

GEO HISTOIRE : Vous êtes entré dans la vie professionnelle (à la Banque de France) le 1^{er} octobre 1944, au tout début des Trente Glorieuses. Quelle était l'ambiance, l'atmosphère, à l'époque ?

Jacques Delors : Ma première impression, par rapport à ce que je savais de la crise de 1929, c'est qu'il y avait du travail. Notre génération avait cette chance de pouvoir trouver et choisir un boulot. Je suis entré à la Banque de France en tant que stagiaire, d'abord. J'ai ensuite présenté le concours de rédacteur en 1945, et bien que n'étant que bachelier, j'ai été reçu. En 1951, après avoir terminé mes études post-baccalauréat, j'ai été nommé au cabinet d'un directeur général.

Quelles étaient alors les priorités ?
La reconstruction, évidemment. Nous étions dans une période où le niveau d'épargne des Français était faible et l'institut d'émission avait la possibilité d'avoir une politique monétaire assez souple. Il fallait à la fois remettre de l'ordre dans les comptes de la nation et combler les pénuries tout en évitant l'inflation. Mais l'important, c'était la reconstruction. Les Fran-

çais étaient soucieux de retrouver un mode de vie normal. L'autre grand thème de discussion tournait autour des objectifs que nous devions nous donner. Lorsque Jean Monnet, tout juste nommé commissaire au Plan, a proposé aux industriels réunis rue de Martignac à Paris de viser une croissance de « plus 25 % » (en cinq à dix ans) par rapport à 1929, certains furent surpris, d'autres au bord de la crise cardiaque. C'est pourtant lui qui avait raison.

L'aide des Américains, à travers le plan Marshall, a-t-elle été un élément fondamental ou simplement un accélérateur des Trente Glorieuses ?

Le plan Marshall a été doublement utile. Par les ressources qu'il apportait évidemment, qui servaient à l'approvisionnement de première nécessité. Mais aussi parce que, sous son égide, on a créé des « commissions de productivité », et envoyé beaucoup de cadres de l'industrie et même de la fonction publique faire des stages aux Etats-Unis. Ce qui leur a permis d'être plus sensibles à cette notion de

productivité. Il fallait en effet faire des progrès dans ce domaine. Pour résumer, la question était alors davantage de savoir « comment » produire que « quoi » produire. Le plan Marshall a donc aussi eu un effet pédagogique.

A l'époque, la France disposait d'un organisme de planification, le Commissariat général au Plan, qui a joué un rôle important dans cette phase de reconstruction d'après-guerre et d'amorçage des Trente Glorieuses. Pourquoi ? Comment ?

Dans un contexte où les ressources matérielles et financières étaient rares, le Commissariat général au Plan a en effet joué un très grand rôle. C'était nouveau. Pendant la guerre, Jean Monnet [ndlr : qui, à partir de 1945, a dirigé ce même Commissariat général] s'était occupé de la planification des fournitures d'armement à l'Europe, et aussi de rationaliser cette production, car les Etats-Unis eux-mêmes étaient en retard par rapport à l'Allemagne. Il avait donc cette idée que l'organisation était importante, indépendamment des choix et des orientations politiques. Il suggérait de reproduire

de telles pratiques dans un organisme de planification, dont l'action a ensuite été qualifiée de planification « à la française ».

Justement, ce terme de « planification » n'effrayait-il pas les acteurs économiques ?

Non, car nous étions dans l'esprit du Conseil national de la Résistance (CNR), avec, en ce qui concernait les partis politiques, un fondement tripartite. Le Parti communiste, la SFIO (qui à eux deux avaient obtenu un résultat très important aux premières élections d'après guerre) et la démocratie chrétienne du MRP s'accordaient tous trois sur une économie qui serait, dans une certaine mesure, planifiée. La planification s'imposait même aux gens réticents, car quand il y a rareté de la ressource, comment bien l'utiliser et la distribuer ? On ne pouvait pas faire confiance au marché pour cela ; nous aurions eu des hausses de prix considérables. La planification était ainsi justifiée aux yeux de tous. Jean Monnet a donc créé des « commissions de modernisation » pour chaque grand secteur d'activité, avec la participation des entreprises, des

syndicats et de quelques experts. Cet esprit du Commissariat au Plan a duré jusqu'en 1972-1973.

Tout le monde, donc, était d'accord sur la nécessité d'une « planification ». Mais, au sein du Plan, des débats devaient tout de même exister...

Bien sûr, il y avait des discussions. C'était un lieu d'agitation d'idées. Jean Monnet proposait, mais écoutait aussi beaucoup. Des économistes comme Jean Fourastié et Alfred Sauvy y jouèrent d'une grande influence. La base du projet, il ne faut pas l'oublier, c'était le programme du Conseil national de la Résistance, dont les membres étaient pour une intervention active de l'Etat : sécurité sociale, nationalisations et planification. Sur fond de révolution industrielle et de volonté de reconstruire, des réformes de fond ont alors été faites et ont posé les bases du système du « welfare » français, en plus du développement des secteurs de base de l'économie. Deux autres grands débats ont porté sur la question monétaire et sur la modernisation de l'Etat. Ils ont été lancés par le général de Gaulle dès son retour

Une vision transnationale

Jacques Delors lors de notre entretien dans les bureaux parisiens de son club Notre Europe. C'est en octobre 1996 qu'il a créé ce « groupe-ment d'études et de recherches », laboratoire d'idées sur la question de l'unité européenne.

au pouvoir. Jacques Rueff [ndlr : économiste libéral] était en pointe sur la nécessité d'un franc fort. De son côté, le gouvernement, enfin assuré d'une certaine stabilité grâce à la Constitution de la V^e République, a lancé des études sur les différents goulots d'étranglement de l'administration et de l'économie. C'est l'éternel problème, en partie, des rentes de situation, des corporatismes et des privilèges fiscaux.

Les Trente Glorieuses sont une période mythifiée dans notre imaginaire collectif. A raison ?

Il y a bien sûr un effet « marketing » dans l'appellation, renforcé par le fait que d'autres [ndlr : l'économiste Nicolas Baverez] ont parlé des « Trente Piteuses » pour les décennies suivantes. Il s'agissait de rattraper un retard, de prendre un raccourci. Une ambition portée, on l'a vu, par le Commissariat au Plan. Mais aussi, il faut le souligner, par la présence en France d'une haute fonction publique qui a tenu le cap. La IV^e République engendrait en effet l'instabilité, le régime des partis. Les gouvernements changeaient sans arrêt, les hauts fonctionnaires eux restaient en poste. Cette stabilité a permis le lancement de grands projets : la création d'Elf-Erap (qui marque le début de l'industrie française du pétrole), l'aménagement du Sud-Est de la France pour rendre productif ce territoire, le Concorde par la suite. La haute fonction publique a joué là un rôle essentiel. Si elle n'avait pas existé ou si elle avait été – comme c'est hélas le cas depuis vingt ans – sujette aux changements politiques, je ne sais pas ce qui se serait passé. On a, depuis, pris l'habitude que les hauts fonctionnaires changent en fonction des orientations politiques. A l'époque, c'était différent avec la stabilité de la haute administration. Je ne dis pas que certains n'en auraient pas eu envie, mais cela ne se faisait pas. De plus, ●●●



●●● beaucoup de ces membres de la haute fonction publique étaient issus de la Résistance. Ils servaient l'Etat. C'est pour cela que je voulais absolument travailler au sein de l'Etat : j'avais une vraie admiration pour ces grands commis de l'Etat. Ils assuraient la continuité de la France. C'étaient pour moi des maîtres à penser, à agir et à vivre.

Lorsque vous êtes entré au Plan, en 1962, sur quel chantier avez-vous travaillé ?

Sur la création du service des Affaires sociales. Pierre Massé [ndlr : nommé commissaire général au Plan par de Gaulle en 1959] m'a appelé à cette fin. Mais, dès 1963, il y a eu le feu ! Georges Pompidou, le Premier ministre, a décrété la réquisition des mineurs qui s'étaient tous mis en grève. Et Pierre Massé a averti de Gaulle que, cette fois-ci, on ne s'en sortirait pas sans une médiation. Il fallait chiffrer et rattraper les retards de salaire du secteur public par rapport au secteur privé. Et je fus le rapporteur de cette mission confiée à «trois sages».

Comment peut-on qualifier les relations entre les syndicats et l'Etat à l'époque ? Y avait-il consensus ?

Non, l'époque du consensus général avec le Conseil national de la Résistance avait pris fin dès 1947 lorsqu'était intervenue l'exclusion des ministres communistes du gouvernement. Le grand acquis de l'après-guerre, c'était la Sécurité sociale. Ensuite, même s'il y a eu la création, par accord contractuel, des systèmes de retraite complémentaire, les grandes organisations syndicales ont eu le sentiment qu'on ne dialoguait pas en France. Je me rappelle que dans ces années-là, Eugène Descamps (secrétaire général de la CFTC, puis de la CFDT) et Georges Séguy (secrétaire général de la Fédération des cheminots de la CGT, puis membre du bureau confédéral de la CGT) sont allés manifester

devant les locaux du CNPF pour demander simplement... des discussions. A l'époque, les salariés du secteur public apprenaient via le Conseil des ministres quelle serait leur augmentation de salaire pour l'année à venir. Mon travail au Plan, et encore plus chez Chaban-Delmas par la suite, a précisément été d'instaurer en France un dialogue social – ou, en termes classiques, un «système de relations industrielles», de vraies négociations pour de vrais contrats.

Comment expliquer ce manque de considération de la place des syndicats dans le dialogue social ?

Par deux raisons. La première, c'est la culture étatique des Français. La seconde est l'idée admise dans la classe politique française que tout est politique et, par conséquent, que la société n'évolue que par la transcendance de la geste politique. Personnellement, j'ai toujours pensé que la société évolue par elle-même – ce dont les politiques doivent tenir compte – et que le dialogue social est un des deux piliers de la démocratie. En France, j'ai toujours été minoritaire sur ce sujet. J'ai essayé, à l'époque, de faire évoluer les choses. Il en reste quelques pierres, dont la loi de 1971 sur la formation continue pour tous.

Vous écrivez pourtant que les Trente Glorieuses sont une période caractérisée par un certain équilibre entre les forces du travail et du capital. Qu'est-ce qui assurait cet équilibre ?

L'esprit de la Résistance, la volonté commune de reconstruire le pays, puis le plein emploi tout simplement, dont je rappelle qu'il a été maintenu jusqu'à la fin des années 1950. Lorsque le plein emploi existe, les forces qui représentent les travailleurs ont plus de poids que lorsqu'il y a un chômage important. C'est une règle du marché capitaliste. On recherchait de la main-d'œuvre, on en faisait venir de l'extérieur

– ces travailleurs immigrés étaient d'ailleurs parfois logés dans des conditions épouvantables.

L'immigration, le plein emploi... L'arrivée des femmes sur le marché du travail a, elle aussi, été un moteur des Trente Glorieuses.

Oui. Elles se sont mises à travailler, notamment grâce à une politique familiale active : allocations familiales, congés maternité, etc. Cette politique familiale contribue au fait qu'aujourd'hui la France est l'un des pays qui a le meilleur taux de fécondité. N'omettez pas non plus, quatrième et dernier élément, les agriculteurs. A partir du moment où la société de consommation a commencé à développer ses effets, vers la fin des années 1950, le monde rural fut attiré par les lumières de la ville. Les gens ont massivement quitté les campagnes pour les villes et l'industrie, puis les services. C'est fondamental. L'économie française possédait une réserve de main-d'œuvre.

La période a aussi laissé des gens sur le bord : des paysans, tout de même aussi. Une partie de la jeunesse également...

La cause profonde est due à l'inégalité des chances en matière scolaire. Tant qu'il y a eu accès au marché du travail et chômage faible, cette inégalité apparaissait moins visible. Le mauvais rendement du système français dans ce domaine – je ne parle pas des élites, notre système demeure très bon pour en dégager – a été souligné ensuite. Mais, même pendant les Trente Glorieuses, est apparu un mal de vivre chez des gens qui avaient été sortis, jetés de l'école précipitamment. Ils avaient eu ensuite des itinéraires de travail ne renforçant pas leur dignité, leur confiance en eux, et créant chez eux une grande insatisfaction. «Ma» loi de 1971 sur la formation continue était, entre autres, consacrée à la lutte contre l'inégalité des chances. Le problème est surtout qu'après les

Trente Glorieuses, on ne s'est pas suffisamment occupé des campagnes. Nous sommes allés trop loin dans la modernisation de l'agriculture – nous devrions avoir aujourd'hui 200 000 à 300 000 agriculteurs de plus. Nous le payons par la présence du désert rural et par le fait que dans les zones rurales les inégalités sont fortes.

Dans les années 1950 et 1960, les Français travaillaient 46 à 50 heures par semaine. N'était-ce pas, là aussi, un moteur de la croissance ?

Le besoin était avant tout de pouvoir consommer : on ne faisait pas alors un arbitrage entre temps libre et consommation. Tout le monde voulait avoir chez soi un frigidaire ou une machine à laver. La question de l'arbitrage du temps de travail a commencé à se poser au milieu des années 1960 : la société de consommation était là (pas encore pour tout le monde certes, mais là), et les gens commençaient à réfléchir sur le sens de la vie... C'est le moment où, dans mes clubs de réflexion (comme Echanges et Projets), nous avons lancé des réflexions sur la question du temps, le partage entre travail et vie personnelle, etc.

Avec un tel outil de planification (le Plan) et le rôle prépondérant de l'Etat, pourquoi n'avez-vous pas vu venir le choc pétrolier ?

Le choc de l'énergie avait des raisons plus politiques qu'économiques. Nous n'étions pas menacés par une pénurie. S'il y avait eu une telle menace, je suis sûr que mes collègues du Plan et les prévisionnistes de l'Insee l'auraient vu venir. En réalité, c'était un événement politique, la première manifestation des pays dits «émergents».

Vous ne vous êtes jamais bercé de l'illusion d'une croissance ininterrompue ?

Non. Au milieu des années 1960, au Plan, nous avons multiplié les appels pour dire : «Attention, le



Une constante volonté de réforme

En 1969, ce militant syndical (CFDT) entra au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (à gauche) comme conseiller pour les affaires sociales et culturelles et contribua à l'élaboration du projet de «nouvelle société».

climat de reconstruction et de stabilité politique est en train de tourner ; la croissance ne peut pas être aussi importante, le chômage commence à apparaître.» Songez que lorsque dans le V^e plan, 1965-1970, nous avions prévu 500 000 chômeurs, le gouvernement nous a traités de gauchistes. On m'a rapporté à l'époque que M. Chirac aurait dit : «Le Commissariat au Plan, c'est une machine à se foutre des coups de pied au cul»... Le commissaire général adjoint au Plan, Jean Ripert, et moi-même considérons que la France était enceinte de quelque chose qui allait rompre le dynamisme quasi harmonieux de la période. Déjà, là, on pouvait se dire que les Trente Glorieuses, à supposer que nous en ayions connu le nom, étaient terminées. Et surgit Mai 68 avec son cortège d'idées nouvelles sur l'éducation, la santé, le contenu du travail, la valeur du temps libre...

Pensez-vous qu'on reverra un jour une telle période ? Ou qu'avec une volonté politique semblable à celle de l'époque, on pourrait, par exemple, ramener le plein emploi ? Il n'y pas de perspective d'une croissance soutenue avec le modèle classique qui nous a si bien réussi durant les Trente Glorieuses. La gouvernance économique ne peut se faire aujourd'hui qu'en fonction de deux paramètres qui ont pris une grande importance : l'émergence de nouveaux compétiteurs et l'aléa – toujours plus fort – engendré par les marchés. D'où l'impératif de compétitivité

pour la France. Si l'on veut, demain, retrouver un parcours qui corresponde aux Trente Glorieuses, il faut tenir compte de ces deux éléments, plus un troisième – le plus fondamental – que l'on oublie dès que l'économie va mal : l'environnement. Un modèle de croissance verte est différent d'un modèle de croissance classique. Mais pour le conduire, il faut un ensemble de décisions et une continuité que l'on ne voit dans aucun pays, sauf peut-être en Allemagne.

Et les grands projets à la française, si typiques de l'époque, ne pourraient-ils pas être relancés ?

Si. Il y a quatre ou cinq filons du progrès technique dans lesquels la France a des atouts qu'elle néglige. La manière de faire n'est plus la même. Simplement, il y a aujourd'hui des façons de procéder, compte tenu des environnements que je vous ai indiqués, qui permettraient d'avoir une perspective, de mobiliser des ressources humaines et matérielles et d'avoir en plus la garantie que certains le feront de toute manière. D'où l'importance d'une réforme de l'Etat qui le débarrasse de son anémie graisseuse, lui redonne des muscles pour qu'il puisse animer l'activité de création, la soutenir et assurer la cohérence indispensable. Par exemple, pourquoi ne serions-nous pas les meilleurs dans le vaste domaine de la création d'énergies alternatives ou dans l'aménagement du temps ou le développement rural ? C'est pourquoi je rêve d'un nouveau Commissariat général au Plan à l'écoute de notre société et de toutes ses composantes, à la recherche des trésors de notre peuple, de notre économie... Un organisme de référence attirant tous les porteurs d'innovations économiques et sociales et dessinant le nouveau modèle de développement auquel j'ai déjà fait allusion. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR E. MEYER, B. GIBIAT ET J.-C. SERVANT

Møntunionen blev konstrueret forkert fra starten, de europæiske ledere har håndteret krisen forkert, og nu er de ved at skabe et farligt socialt og demokratisk underskud i EU. Sådan lyder breidsiden fra en af grundlæggerne af både det indre marked og euroen, tidligere kommissionsformand Jacques Delors.

EUROKRISEN INTERVIEW

THOMAS LAURITZEN,
EU-KORRESPONDENT, BRUXELLES

Det kan godt være, at Jacques Delors er gået hen og blevet 86 år, men de sammenknebne, isblå øjne er stadig skarpe som flinteskærver. Det samme er ordene fra den aldrende, franske statsmand, der gennem ti af fællesskabets vigtigste år lagde mange af grundstenene til det EU, vi kender i dag.

En europæisk union, der i krisens navn har stirret sig så blind på spareplaner og budgetkontrol, at de europæiske ledere efter Delors' opfattelse er ved at tabe det hele på gulvet. Ledere, der har glemt både fortiden og fremtiden, og som derfor underminerer det solidariske projekt, som den socialistiske katolik Jacques Delors gjorde til sit livsværk.

»De har glemt, at dette samarbejde grundlæggende og i al sin enkelhed handler om at leve sammen og forstå hinanden, så vi aldrig mere kommer i krig med hinanden«, siger han.

Det er ikke så tit, denne grå eminence på den franske og europæiske venstrefløj kaster sig ind i debatten nu om dage. Men han er stadig i allerhøjeste grad aktiv.

Før interviewet understreger Jacques Delors, at han under ingen omstændigheder vil udtale sig om den franske præsidentvalgkamp, som raser lige uden for vinduerne på hans kontor i tænketanken 'Notre Europe' i det centrale Paris.

Det er dog ikke, fordi han er langt fra den politiske nutid. Nærmere fordi han er for tæt på den: Delors kunne selv have stillet op til præsident i 1995, men sagde nej tak til sit parti. I dag har socialisternes præsidentkandidat, François Hollande, udnævnt ham til en 'åndelig fader'. Og Jacques Delors' datter, Martine Aubry, er leder af socialistpartiet og et godt bud på en kommende fransk statsminister, hvis Hollande bliver præsident.

Derfor giver en samtale med Delors også et klart fingerpeg om en vigtig del af Europas politiske fremtid, hvis de franske vælgere om et par måneder giver meningsmålingerne ret og gennemtvinger et magtskifte i Frankrig.

»Problemet er, at de nuværende europæiske ledere mangler visioner. Og Historien vil dømme dem hårdt for det. Det er farligt, når politikere ikke ser længere end til dagen i morgen. Det er det, der truer Vesten lige nu. De andre lande, andre steder i verden, de presser på. De vil leve, de vil have deres plads i solen. Og hvad laver vi her hos os i mellemtiden? Vi triller tommelfingre og diskuterer kortsigtede detaljer. Vi ender jo som et museum på den måde, siger Delors.

Up Yours Delors

»Der mangler en vision for Europa, som kan hjælpe hvert enkelt land til at klare sine problemer. Og der mangler nogle mennesker, der kan få tingene til at ske. Det duer ikke med et system, der er for indviklet. Hvordan skal et system kunne betragtes som demokratisk, når selv jeg efterhånden har svært ved at læse konklusionerne fra et topmøde – eller deres udkast til traktater? Hvordan skal en almindelig borger kunne genkende sig selv i det?«.

Jacques Delors brænder stadig for det europæiske samarbejde, han ledede i årene 1985-1995 som den formentlig mest indflydelsesrige formand, EU-kommissionen nogensinde har haft. Den klarhjerne-de franske økonom og tidligere finansminister, som François Mitterrand og Helmut Kohl placerede i Bruxelles, blev for mange selve personificeringen af det indre marked og Maastrichttraktaten.

Derfor blev han også ofte upopulær blandt skeptikere, som da den britiske tabloidavis i 1990 skrev 'Up Yours Delors' på forsiden – eller når danskerne følte, at det franske 'frølår' blandede sig for meget i, om vi skulle stemme ja eller nej. I dag kan han egentlig godt kan forstå, hvis danskerne ikke er så varme på euroen.

»Det er et vanskeligt dilemma for Danmark, sådan som situationen er nu. Det hele er blevet meget svært for folk at forstå. Og jeg taler ikke engang om tvivlerne. Jeg tror, at selv de, der ønskede at sige ja til euroen, vil spørge sig selv, om det er en god idé nu. Utilfredsheden med EU er desværre blevet generel«, siger han.

Delors beskriver også en situation, hvor det i realiteten er blevet meget vanskeligt for et land som Danmark at gøre sig gæl-

dende som formand for EU. Fordi »alt andet end euroen i realiteten bliver ignoreret, og fordi Tyskland har taget magten, mens Frankrig forsøger at følge med og spille en rolle«.

»Jo mere samarbejdet bliver mellemstatsligt, jo mindre kan Danmark få indflydelse. Det er problematisk for jer, at fællesskabsmetoden bliver udhulet. Og det er endnu et handicap for Danmark, at der er den her besættelse af euroen nu. I har så meget at byde på, på miljøområdet, på det sociale område. Men deformationen af fællesskabsmetoden gør Danmarks rolle som formandsland svær. Danmark kunne spille en vigtig rolle som brobygger. Men er der nogen, der interesserer sig synderligt for det lige nu? Næ. Alt det giver skader på samarbejdet«.

Man kunne spørge, hvor Jacques Delors' eget ansvar er henne i den udvikling, der foreløbig er endt i EU's måske alvorligste krise nogensinde. Det er den tidligere kommissionsformand ikke bange for at svare på. Tværtimod. For han mener, at han i årevis gjorde alt, hvad han overhovedet kunne, for at advare regeringerne. De hørte bare ikke efter.

Den europæiske valutaunion

Under et topmøde i Hannover i 1988 besluttede de dengang 12 medlemslande at nedsætte en komité, som skulle komme med forslag til, hvordan man kunne lave en europæisk valutaunion. Jacques Delors blev formand for komiteen, der i 1989

leverede den grundlæggende rapport med forslag til opbygningen af en økonomisk og monetær union.

»Men regeringerne tog ikke hensyn til nogle af de vigtigste forslag. Jeg sagde, at den økonomiske og monetære union skulle gå på to ben: det økonomiske og det monetære. I den såkaldte Delors-rapport fra 1989 er den økonomiske del endda vigtigere end den monetære. Jeg forsøgte to gange at konkretisere det«, siger Delors. »Første gang var, da Maastricht-traktaten blev skabt i 1991. Da regeringerne forberedte topmødet, foreslog jeg, at man ud over gæld og offentligt underskud som betingelser for et lands optagelse i euroen også skulle have to økonomiske kriterier: langtidslidigheden og ungdomsarbejdsløsheden. Det blev afvist«.

Anden gang var, da Jacques Delors ikke længere var kommissionsformand. Forud for et afgørende topmøde i 1997, hvor detaljerne i euroens stabilitetspagt blev lagt fast, skrev Delors til både den franske præsident og EU-formandskabet for at foreslå en pagt for økonomisk koordination.

»Den pagt blev der aldrig taget hensyn til. Og lige siden har min tese været, at hvis der havde været både monetær og økonomisk overvågning, så ville der have været mere sammenhæng – og så ville vi i god tid have set problemerne komme i for eksempel Spanien, Irland og Grækenland. Men det blev ikke gjort«.

Så du mener, at omfanget af den nuvæ-

rende gældskrise kunne være undgået?

»Jeg spørger ofte mig selv: Hvordan har EU's ministerråd kunnet fungere fra euroens fødsel i 1999 til 2007 uden at opdage, at det var ved at gå galt? Her er altså en af grundene: De gjorde ikke det nødvendige fra starten. Det kan godt være, at Grækenland, Spanien og Irland har begået dumheder – men hvad med tyskerne, franskmændene og de andre, så de det ikke komme? Ministrene fra alle eurolandene er moralsk og politisk ansvarlige. Det er derfor, de må gøre noget nu. Ikke bare for at straffe nogle grækere, men også for at hjælpe dem«.

Men det var vel også den internationale finanskrisen, der skabte problemerne?

»Det handler ikke bare om krisen. Det afslører nogle meget vigtige ting om, hvordan EU fungerer, og hvordan man har besluttet at bygge det op. Der var fra starten ingen balance mellem det monetære og det økonomiske. Fejlkonstruktionen fra begyndelsen forklarer, sammen med krisen – men ikke kun på grund af krisen – hvorfor EU har reageret dårligt«.

Hvordan mener du, at ledere har reageret dårligt?

»Eftersom de ikke ville indrømme, at de havde fejlvurderet tingene, at de havde ladet problemerne vokse, så reagerede eurolandenes regeringer for sent og for lidt. Det var grunden til denne lange og deprimerende historie, vi har set fra 2008 til 2011. Og så var der oven i købet en sand kakofoni af deklarationer. Hør her: Marke-



Tegning: Anne-Marie Steen Petersen

“Europas ledere mangler visioner – og Historien vil dømme dem hårdt for det

► BLÅ BOG

► JACQUES DELORS

Født 20. juli 1925 i Paris.
I 1974 blev Delors medlem af Socialistpartiet og i 1979 valgt til EF-parlamentet, hvor han sad indtil 1981.
1981-84: Fransk finansminister.
1985-95: Formand for EU-kommissionen.
I 1996 stod Delors bag en rapport til Unesco om fremtidens uddannelsessystem.
I 2004 udkom Jaques Delors' erindringer 'Mémoires'.
Research: Politikens Bibliotek

derne er, som de er. Dem, der er ansvarlige for at administrere store kapitalfonde, de prøver at forstå, hvad der vil ske. Når der på to uger er 15 europæiske ledere, der siger forskellige ting – nogle for at berolige, andre for at piske stemningen op, og andre igen for at sige, at det ikke er deres skyld – hvordan skulle man så kunne undgå, at markederne bliver opskræmte?«.

Så det er ikke finansmarkederne, der bærer ansvaret for krisens omfang, men regeringerne selv?

»Det er ledernes ansvar, at løsningerne har været for få og er kommet for sent. Ikke mindst den tyske kansler, som har væ-

ret meget tøvende. Vi opnåede væsentlige fremskridt med det indre marked og Maastricht, men euroen kræver meget større ambitioner. En fælles mønt medfører et meget stort fælles ansvar. Det blev overset, og derfor er det gået så galt, som det er. Der er fejl i selve konstruktionen, men også i metoden. Man har glemt fællesskabsmetoden. Derfor er vi nået til den katastrofe, vi står med nu. Derfor har Europa det ikke godt«.

Hvad burde lederne så gøre nu, efter din mening?

»De skal give euroen den balance, den skulle have haft fra starten, mellem det monetære og det økonomiske. Inden for eurozonen skal de vise solidaritet og fælles handling. Og så skal de satse på vækst. Lad regeringerne spare, og lad så EU om at sætte gang i økonomien igen«.

Ingenting på tallerkenen

Jeg har lige overværet to EU-topmøder i træk, hvor der måske nok blev sagt ord om vækst, men der sker jo ikke noget?

»Nej, der er ingenting på tallerkenen. Det er ren ønsketænkning. Vi nærmer os efterhånden den slags erklæringer fra store, internationale konferencer, hvor man med bare en smule viden om substansen tænker: De gør grin med os«.

Så den finanspagt, de lige har vedtaget, duer ikke? Den socialistiske præsidentkandidat, François Hollande, siger jo, at den skal genforhandles, hvis han bliver præsident ...

»Jeg vil ikke blande mig så meget i det præcise spørgsmål om finanspagten, fordi det spiller en rolle i præsidentvalgkampen lige nu. Men jeg vil gerne sige, at finanspagten i hvert fald ikke er nok. Der er behov for en europæisk plan for vækst og genstart af økonomien. Det er fuldstændig rationelt og logisk i økonomisk forstand, at der er behov for vækstinitiativer nu. Jeg modsiger ikke, at der skal genskabes orden i budgetterne. Men i en række lande er der altså plads til at investere i vækst«.

Briterne og tjekkerne ville ikke underskrive finanspagten, og mange taler om, at Grækenland måske må forlade euroen. Tror du, at vi er på vej mod en splittelse af EU?

»Jeg tror ikke, at EU falder fra hinanden eller forsvinder sådan med ét slag. Der vil under alle omstændigheder forblive det, som briterne med lidt skadefryd kalder en 'løs sammenslutning' af lande. Men jeg tror, vi er på vej mod et system, der bliver stadig sværere at styre, stadig sværere at forstå og derfor også virkelig problematisk set fra et demokratisk synspunkt«.

Den europæiske fagbevægelse protesterer for tiden kraftigt over, at den ikke bliver hørt af regeringerne og af EU?

»Ja, og det er et meget alvorligt problem. Det første, jeg gjorde som kommissionsformand i 1985, var at etablere en tæt dialog med arbejdsmarkedsparterne i Europa. Det var afgørende for alt, hvad der senere lykkedes for mig. Man må aldrig opgive den sociale dialog, selv om det nogle gange er svært. Det er ikke noget, politikere kan vælge at overse. Arbejdsgivernes og arbejdstagernes organisationer er grundsten i et demokrati, på linje med valghandling og parlamenter«.

Hvad sker der, hvis man ikke hører efter de sociale organisationer?

»Politikere må ikke tro, at de selv er alt. Samfundet har også sit at skulle have sagt om udviklingen. Men den opfattelse er desværre forsvundet i Europa. Det er som en religiøs messe uden tro. Det er hykleri, og det er en hån mod det arbejdende folk. Det går bare ikke«.

Man kan godt få en fornemmelse af, at stemningen i en række lande er ved at blive meget negativ, næsten eksplosiv. Vi hører for eksempel grækere og tyskere bruge ord om hinanden, der ellers ikke blev brugt mere?

»Ja, det er noget rigtig skidt. Det er den fornemmelse, jeg har i forbindelse med Grækenland. Der mangler den del, der giver håb. Det græske folk må selvølgelig erkende, at de selv har valgt de politikere, der har begået dumheder. Men der må også være et håb for dem, og ikke bare nogle, der kommer og straffer dem. Det har skabt en dårlig stemning«.

Hvad er faren ved det?

»Angsten for de andre er vendt tilbage. På grund af globaliserings traume, på grund af overdreven selvoptagelse og galoperende nationalisme i en række lande. Frygten for udlændinge og for andre lande. Alle elementerne er der – alt, hvad der skal til for at genfinde de mørke 1930'ere. For det er jo det, det her handler om: Vi må ikke endnu en gang lade frygten for de andre tage over, begynde at betragte dem som væsener fra en anden planet«.

»Vi kan kun komme ud af den nuværende krise, hvis vi husker på grundene til, at vi skabte dette samarbejde. Aldrig mere krige imellem os. Arbejde for at lære at forstå hinanden. Og troen på, at enhed gør stærk. Det er alt sammen ved at blive glemt«.

thomas.lauritzen@pol.dk

Réveillez-vous, la démocratie recule !

Le Monde.fr | 12.04.2012 à 10h14 • Mis à jour le 12.04.2012 à 11h05

Par Claude Alphandéry, Dounia Bouzar, François Chérèque, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld, Patrick Viveret.

Réagir Classer Imprimer Envoyer

Partager facebook twitter google + linkedin

Il y a moins d'un an, nous appelions dans une tribune du *Monde*, à un sursaut politique face au désarroi social et moral qui touchait les français. Nous invitions à *"se mobiliser pour un pacte civique fondé sur des impératifs de créativité, sobriété, justice et fraternité"*. Nous espérions une campagne électorale qui soit *"l'occasion d'aborder en citoyens responsables les défis auxquels nous sommes confrontés"*.

Malheureusement, plus qu'à une progression de la qualité démocratique et éthique de la campagne nous avons assisté ces dernières semaines, en particulier de la part de certains candidats, à l'exploitation des peurs, à la recherche de boucs émissaires, à la stigmatisation d'une partie de la population...

En outre, nombre de positions relèvent davantage de postures ou de polémiques qui finissent par oublier que notre pays n'est pas une île et qu'aucun projet digne de ce nom ne peut aujourd'hui s'abstraire d'une vision européenne et mondiale des problèmes à débattre.

Nous ne sous-estimons pas les difficultés devant lesquelles se trouvent des responsables politiques. Mais tous nous attendons que la campagne électorale en cours permette de faire des propositions crédibles, exprimant une vision claire et désirable de l'avenir. Si le changement est nécessaire, encore faut-il dire comment il peut être l'affaire de tous, comment chacun peut participer, dans la durée, à un projet commun de société.

Les Français ne sont pas dupes : ils savent que demain, notre pays ne pourra plus reculer devant la réduction du chômage et des inégalités, condition d'un retour à l'équilibre financier qui ne se traduise pas encore par une aggravation des injustices sociales. Il est donc grand temps de savoir quel Etat nous voulons ? Quels rapports doivent s'établir entre cet Etat et la sphère financière ? Quels liens relient cet Etat avec l'Europe ? Quels principes guideront nos dépenses ? Quelle fiscalité nous accepterons pour assurer l'équité ? Comment nous comptons faire face à une triple dette financière, sociale et écologique ? Comment nous réduirons le chômage et préserverons l'environnement ? Il est grand temps de leur faire connaître le mode de gouvernement que l'on nous propose pour favoriser le lien social et pour renouveler la qualité de notre démocratie.

En débattre clairement nous permettrait les 22 avril et 6 mai de mettre en toute connaissance de cause notre bulletin dans l'urne. Parce que c'est ainsi que nous saurons à quoi nous renoncerons et ce pour quoi nous choisirons. C'est de cette manière, et de cette manière seulement, que nous choisirons la juste et créative sobriété, condition d'une économie maîtrisée, source de bien être pour tous, dont notre société a besoin. Parce que faute d'avoir ouvert ces débats, c'est l'austérité qui nous sera imposée. Et avec elle son cortège de drames humains et de misère, de désespoir et de révolte.

La dégradation de notre vie publique exige l'invention par les Français d'un avenir commun prenant en compte nos potentiels humains, multiples, et mal utilisés, ainsi que les opportunités et les impératifs européens et mondiaux. Ce ne sont ni une sphère politique donnant l'illusion de détenir les solutions à nos problèmes, ni une société civile divisée, ni des médias privilégiant la recherche d'audience qui arriveront à apporter les solutions. C'est une réponse citoyenne commune qu'il nous faut construire, car la participation à la vie démocratique ne peut se résumer aux échéances électorales.

L'enjeu est donc de refonder ensemble notre pouvoir de penser, agir, vivre autrement en démocratie. C'est ce qu'a entrepris le Pacte civique qui réunit une centaine d'organisations de la société civile prêtes à s'engager dans la durée avec des citoyens, des chefs d'entreprises, des syndicalistes, des maires, etc., pour inventer un futur désirable pour tous. Il s'agit de rassembler les français à un moment grave de notre histoire autour d'un nouveau projet politique national s'articulant à une vision de l'avenir de l'Europe et du monde. Alors, mesdames et messieurs les candidats, faites un effort ! Faites preuve d'audace, de clarté et de simplicité dans l'exposé de votre projet pour la France. Avec nous, ouvrez les vrais débats et appelez les femmes et les hommes de ce pays à choisir en sachant que tout ne sera pas possible, mais que rien ne le sera sans eux.

Claude Alphandéry, économiste et président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique ;

Dounia Bouzar, anthropologue ;

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT ;

Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique social et environnemental ;

Jacques Delors, ancien président de la commission européenne ;

Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au plan ;

Patrick Viveret, conseiller à la Cour des Comptes et philosophe.

Claude Alphandéry, Dounia Bouzar, François Chérèque, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld, Patrick Viveret.

DAS PARLIAMENT

Entretien avec Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, paru dans l'hebdomadaire « Das Parlament » du 16 avril 2012 (en allemand) dans lequel il évoque entre autres les divergences économiques franco-allemandes dans l'Union européenne d'aujourd'hui (uniquement en allemand).

Interview mit Jacques Delors

JACQUES DELORS *Der frühere EU-Kommissionspräsident fordert, Europa muss wieder sichtbar werden*

»Eine Sache der Vernunft«

PERSPEKTIVEN

Deutschland und Frankreich sind enge Partner. Doch die unterschiedliche Wirtschaftslage stellt

beide vor ein Dilemma mit vielen Fragen

Herr Delors, was fällt Ihnen ein bei dem Satz: Wenn ich an Deutschland denke....

...denke ich zunächst an die Vergangenheit - und zwar aus sehr persönlichen Gründen. Zum einen denke ich an meinen Vater. Er war Kriegsversehrter des Ersten Weltkrieges und natürlich ein Gegner des Nazi-Regimes. Aber seit er 1950 Robert Schuman gehört hatte, sagte er mir: "Das ist der Weg." Und zweitens denke ich an meinen ersten deutschen Brieffreund während meiner Zeit im Gymnasium, der für mich in guter Erinnerung geblieben ist. Diese Erfahrungen haben mich in meinem späteren Leben geprägt.

Auf welche Weise?

Bereits als 25-Jähriger bin ich von dem Aufruf Robert Schumans für ein vereintes Europa fasziniert gewesen. Ich habe mich schon früh dafür engagiert, seine europäische Idee weiterzutragen. Auch später habe ich mich immer sehr für die Erfahrungen der anderen Länder interessiert - in Deutschland war es das System der sozialen Marktwirtschaft.

Im Jahr 1963 wurde auch der Élysée-Vertrag geschlossen. Jetzt feiert das deutsch-französische Paar "Goldene Hochzeit"? Ist das deutsch-französische Paar in die Jahre gekommen?

Die Ausgangslage war: Wir wollten damals Europa konstruieren. Und die Deutschen wussten, dass sie uns etwas schuldig waren. Wir haben daher damals mit unseren nicht-deutschen Freunden gesagt, dass wir keinen absurden Vertrag wie den Vertrag von Versailles machen wollten, der die Deutschen unter zu starke Zwänge setzt. Europa ist für Deutschland eine Möglichkeit gewesen, die Vergangenheit zu bewältigen.

Wer hat dabei eine besondere Rolle gespielt?

Zuletzt hat das Kanzler Helmut Kohl bedacht. Er wusste, dass Deutschland eine starke Macht war und daher auch gegenüber seinen Partnern Konzessionen machen konnte, damit Europa funktionierte. Kohl, aber auch sein Vorgänger Helmut Schmidt waren überzeugte Europäer. Schmidt hat sogar das Europäische Währungssystem akzeptiert, obwohl Deutschland und Frankreich damals nicht die selben Ideen für einen Ausweg aus der Krise hatten. Schmidt ist dann das Risiko eingegangen, das Europäische Währungssystem (EWS) zu gründen, ohne das wir niemals den Euro bekommen hätten.

Sind Deutschland und Frankreich also kein Liebespaar mehr?

Ich denke, das deutsch-französische Verhältnis ist heute eher eine Sache der Vernunft. Das scheint mir auch normal, denn die Deutschen sind gegenüber ihren Nachbarn noch nie in einer so starken wirtschaftlichen Position gewesen. Die Unterschiede lassen sich am besten im Vergleich der Außenhandelsbilanzen aufzeigen: im Jahr 2011 gab es laut Eurostat ein Außenhandelsüberschuss von plus 157 Milliarden Euro für Deutschland im Gegensatz zu einem Defizit von 84,5 Milliarden Euro in Frankreich. Dies beweist die große wirtschaftliche Macht Deutschlands, die sicherlich ihre Berechtigung hat.

Nutzen die Deutschen ihre starke wirtschaftliche Position aus?

Ich meine nicht - wie einige andere Franzosen -, dass die Deutschen nur an sich denken. Aber ich bin der Ansicht, dass ihre große wirtschaftliche Kraft eben auch ein Dilemma mit sich bringt: Auf der einen Seite heißt es, Deutschland könne nicht der Zahlmeister für Griechenland sein. Aber auf der anderen Seite wird gesagt, dass man diese Position der Stärke nicht missbrauchen darf. Das ist ein Problem, für das ich Verständnis habe.

Brauchen wir eine Änderung des Élysée-Vertrages, wie es der Präsidentschaftskandidat François Hollande gefordert hat?

Ich hoffe, der französische Präsidentschaftswahlkampf wird hier keinen Schaden anrichten. Wenn Sie die Meinungsumfragen der letzten Jahre anschauen, werden Sie sehen, dass die Deutschen das Volk sind, das den Franzosen am nächsten steht. Das ist für mich eine große Freude, wenn man daran denkt, was alles passiert ist. Ich fürchte, dass sich das ändern wird.

Wie meinen Sie das?

Sehen Sie, es ist so einfach, eine antideutsche Stimmung, einen übersteigerten Nationalismus oder Populismus zu schüren, und davon kann immer etwas hängenbleiben. Deswegen habe ich mich schon immer dafür ausgesprochen, dass man sich jenseits der Politik trifft, um sich gegenseitig die Dinge zu erklären.

Worüber sollten Deutsche und Franzosen sprechen?

Ich würde folgende Fragen stellen: Wie können wir angesichts der großen wirtschaftlichen Kraft Deutschlands ein Europa weiterentwickeln, das für Deutschland akzeptabel ist? Zweitens: Wie können Deutsche und Franzosen zusammenleben, ohne sich gegenseitig zu misstrauen? Und drittens stellt sich die Frage: Welche Konzeption hat Deutschland hinsichtlich seiner Stellung in der Welt?

Was würden Sie Deutschland raten?

Ein Ziel heißt, Europa zu unterstützen. Das heißt aber auch, dass die Deutschen verstehen müssen, dass die soziale Marktwirtschaft kein Modell ist, das überall in Europa angewandt werden kann. Neben den verschiedenen demographischen Voraussetzungen müssen auch die Besonderheiten der einzelnen Länder respektiert werden. Das bedeutet etwa, dass die Sozialpolitik Sache der Länder bleiben muss. Denn das sind alles Systeme, die eine lange Tradition haben. Daher können diese Länder nicht einfach von heute auf morgen sagen, wir machen das wie in Deutschland. Und dann stellt sich natürlich die Frage, wie die Kompetenzen innerhalb Europas aufgeteilt sind.

Wie meinen Sie das?

Bundeskanzlerin Angela Merkel hat sich immer gegen eine verstärkte Zusammenarbeit einzelner Länder ausgesprochen. Wenn es die aber nicht gegeben hätte, hätte es auch niemals den Schengen-Raum und auch niemals den Euro gegeben. Es gibt also einen Moment - und das ist auch so in den Verträgen vorgesehen - ,in dem einige Länder schneller vorangehen können.

Also gehen wir doch auf ein Europa der zwei Geschwindigkeiten zu?

Ich möchte als Antwort gerne die Formulierung des früheren Außenministers Hans-Dietrich Genscher benutzen: Kein Land kann vorwärtsgehen, ohne die anderen zu vergessen. Aber die einen können die anderen nicht daran hindern, voranzugehen, wenn es darum geht, Europa zu stärken. Ich denke, man kann sehr gut eine verstärkte Zusammenarbeit machen und eine Euro-Zone haben, ohne die anderen zu vergessen. Im Moment spricht man aber nur vom Euro, doch Europa hat noch viele andere Probleme zu lösen.

Welche Probleme sehen Sie?

Europa muss mit der Verabschiedung seines Haushaltes kämpfen, die gemeinsame Agrarpolitik reformieren oder auf die Entscheidung Deutschlands reagieren, auf die Atomkraft zu verzichten. Alle diese wichtigen Fragen werden vom Euro verdrängt.

Frau Merkel hat gesagt, wenn der Euro scheitert, scheitert Europa. Glauben Sie das auch?

Das ist eine ziemlich neue Einsicht. Die Eurokrise besteht ja schon seit 2004, als Deutschland und Frankreich die Regeln des Stabilitätspaktes übergangen haben. Von daher denke ich, dass ihr dieser Gedanke erst ziemlich spät gekommen ist.

Was hätten Sie anders gemacht, um diese Krise zu verhindern?

Die Wirtschafts- und Währungsunion war und ist ein Test für Europa. Ich habe mich daher immer dafür stark gemacht, dass es neben dem Währungspfeiler auch einen Wirtschaftspfeiler geben sollte. Dies habe ich bei der Verabschiedung des Maastricht-Vertrages 1992 empfohlen und gleichzeitig vorgeschlagen, dass man bei den Beitrittskriterien die Langzeit- und die Jugendarbeitslosigkeit miteinbezieht. Das wurde abgelehnt. Ich habe 1997 nochmals einen Pakt für die Koordinierung der Wirtschaftspolitik vorgeschlagen - und mir erneut eine Absage geholt.

Was hätte ein solcher Koordinierungspakt der Wirtschaft innerhalb der Europäischen Union denn für Konsequenzen gehabt?

Wenn es auch nur informell eine Koordination der Wirtschaftspolitik gegeben hätte, hätte man es beispielsweise niemals zu einer solche Verschuldung der privaten Haushalte kommen lassen. Ich habe daraus eine Lehre gezogen: Die Euro-Gruppe hat die Situation nicht vorhergesehen, daher halte ich sie für politisch und moralisch für verantwortlich. Denn wenn man diesen Wirtschaftspakt gehabt hätte, hätte man über all das schon viel früher diskutieren können.

Trägt also die Euro-Gruppe die Schuld ?

Sie haben zu lange gewartet und zu wenig getan. Aber entscheidend war die Kakophonie, also die Vielstimmigkeit der Erklärungen. Wenn man in zwei Tagen von vier verschiedenen europäischen Politikern vollkommen unterschiedliche Erklärungen bekommt, was soll denn da der Verantwortliche eines Hedge-Fonds oder ein Fondsmanager machen?

Ist der Euro jetzt gerettet?

Vielleicht können wir die aktuelle Krise aufhalten, bei der wir uns in den Händen von Märkten und Rating-Agenturen befinden, die vollkommen unterschiedliche Botschaften ausgeben. Ich denke, wir können aus der Krise herauskommen, aber dazu muss man vieles wieder aufbauen.

Was kann man konkret tun?

Ich denke, der Präsident der Europäischen Kommission muss wieder sichtbarer werden. Das ist heute nicht mehr so. Der Europäische Rat sollte sich nicht mit Detailfragen beschäftigen, sondern die großen Linien vorgeben. Wir brauchen Institutionen, die von morgens bis abends an Europa denken und nicht nur manchmal: Das tun die europäischen Institutionen, allen voran die Europäische Kommission.

Europa wird immer größer. Kann ein Europa mit bald 28 Ländern überhaupt noch effektiv arbeiten?

Es gibt Augenblicke in der Politik, in denen es nicht nur ein gutes Gefühl, sondern echte Glücksmomente gibt: Das Ende des Kommunismus war ein solcher Moment, und wir hätten es nicht anders machen können, als die Europäische Union zu erweitern. Bald sind wir vielleicht 32 Länder. Und gerade deswegen ist die verstärkte Zusammenarbeit auch eine Notwendigkeit. Wir brauchen in Europa einen Motor, der vorangeht und an den sich andere Länder anhängen können, wenn sie dazu in der Lage sind.



Euro Bonds Are Crucial for the Creation of a ‘Great Europe’

[Jacques DelorsCronologia articolo06.06.12](#)

Currencies are symbols, more or less objective representations of economic and social performances, speculation tools and global regulatory instruments. The introduction of a shared currency represents an extremely radical change, and it helps us understand the difficulties we are going through. Between 1999 and 2007, the results obtained by Europe's economic and monetary union were praiseworthy. The growth rate was above 2 percent, there were 12 million new jobs and more integration on the investment and commercial fronts. However, as I pointed out in vain in 1987, something was missing: cooperation.

That's why I'm returning to talk about a "triptych" made of competitiveness, cooperation and solidarity. The European Central Bank is the monetary cornerstone of a system structured along national central banks.

The 1997 Warning

Given that economic unity didn't exist in Europe, in 1997 I suggested that economic cooperation be introduced along with the monetary stability pact. However, my proposal was rejected. At the time, it seemed that adding the term "growth" to the definition of the stability pact was enough, an indication that politicians are seduced by words. In fact, it was merely a stability pact: there were no economic-coordination nor incentive, cooperation or regulatory tools.

In 2000 I came to the conclusion that the euro is an effective protection tool but doesn't stimulate growth. Why? Let's go back to the Lisbon Process, which was designed in 2000: despite the progress I have just mentioned, Europe has failed at competing at the global level when it comes to growth and innovation in a constantly evolving world. At the time, I was mean enough to add that the euro protects even the foolishness of some countries.

Everything went well until the start of the global financial crisis. That's when the first wrinkles appeared on the Economic and Monetary Union's face—wrinkles that were caused mainly by debt. But it wasn't only public debt; it was also a matter of private debt. Ireland's and Spain's crises, for example, were caused by the worsening of private debt.

Once the crisis kicked in, Europe's governance system turned out to be a failure. The EMU's intervention has always been late and inadequate, given the way the events were unfolding.

It would be easy to blame the markets and speculators, but the world isn't made only of speculators: we shouldn't forget about the managers of insurance and retirement funds, who are constantly monitoring the markets. When experts wonder what the EMU's next step will be, they usually have five or six different opinions. How could there be only one reliable and reassuring opinion, given how things are? The needs of the euro zone, which were addressed in the preliminary report issued by the so-called Delors Committee in 1989, have been ignored or underestimated from a political and technical standpoints.

A solution that would guarantee efficacy and well-timed reactions could come from granting more power to the EU's executive and decision-making arms. But to what extent? How? And in which proportions, given that each country is different when it comes to sovereign rights?

The Road to Convergence

It's important to remember that the EMU doesn't have a single socioeconomic model and that demographic trends vary across Europe. If I were a member of the European Commission, could I really pass retirement laws for all European countries? Of course not. Which kind of complementary institutions could

secure some harmony in the economic-policy and monetary-regulation sectors? And within which kind of institutional framework, in order to make things simpler, more efficient and more coherent?

This is a crucial point, as the international crisis is far from being over. The euro crisis hasn't come to an end either. And while I'm writing, the markets and speculators wait in ambush. Today Spain's bond yields kept rising, while German bonds sank. In other words, there is not a lot of regulation.

While there is no doubt that some engage in the speculation that worries us so much, there is no point in debating the issue. We must find the right solution, which, in my opinion, may derive from a mix of institutional and economic considerations about the future of the EMU.

I have always underestimated a point highlighted by the 1989 report, even in my capacity as president of the EU Commission. The fact is that I didn't pay enough attention to the extent to which a common market with a single currency would increase the differences between European countries, despite the considerable funds directed at economic and social cohesion. We could say that to a certain extent countries in distress are to blame. While we must address these divisions by relying on social and economic cohesion, we must do so with tools tailored to individual countries, since Greece, Spain and Germany, for example, are not at all the same when it comes to competitiveness. How can we ask Greece and Spain to adopt the German model, a model that was tailored to the qualities of the German people and to some administrative and economic tenets specific to Germany? If European countries want to cohabitate, then institutional, administrative and economic courage is crucial, as is the awareness that the EU is a union that, though on the path to greater convergence, will always be made of different countries. In other words, the EMU must focus on cooperation and aid, two cornerstones of the strategy that, guided by social and economic cohesion, led to the common market.

Finland's request to link bailout funds to Greece to a collateral deal wasn't an exception. Other countries shared similar concerns. The problem is therefore widespread and reflected in Europe's rampant nationalism, through which political leaders trick public opinion and, at the same time, underestimate the advantages offered by the EU.

I often repeat that Europe's options are more than just survival or decline. The euro crisis overshadowed issues such as the budget deficit, the environment, the European Neighborhood Policy and the acceptance of new member states.

The problems of the EU must therefore be addressed as a whole, well beyond the current euro crisis.

Enhanced Cooperation

We should also address the differentiation built into the EU governance system. Differential integration doesn't equal a two-speed Europe. It merely reflects the fact that at a given time some countries will share more sovereign power as a way to stimulate further integration within the union—within the framework of the laws of a 27-member union, of course. There is nothing new to this: the Schengen Treaty and the euro are two examples of differential integration.

Enhanced cooperation, which was built into the Amsterdam Treaty, therefore has an institutional foundation. Enhanced cooperation allows some countries to instill a new dynamism into the EU. If the EMU were to display courage, it would implement enhanced cooperation at the institutional level.

Such vision and methods are not shared by all EU members, including important ones, which is a major problem for Europe.

In short, in my opinion the next 10 years will see these two scenarios, which are strictly interconnected: a "great Europe"—the product of new, desirable enlargements—and enhanced collaboration within the EMU. My vision is both ambitious and modest. It's ambitious to the extent that it aims at making such an enlarged Europe a key point of reference for any future reorganization of the world. At some point, the Association of Southeast Asian Nations asked us to explain what "collaboration" meant in the framework of Europe. The same happened with the Arab Maghreb Union and Mercusor.

It seems to me that this great Europe would also be a way to show that global regulations are necessary, right at a time when everybody talks about them. It would also be a way to say, "Here we are. We succeeded at creating a union that allows us to live better, be more effective and understand each other while always respecting the rule of law."

Another key issue is the division of responsibilities within the EU. The main flaw of the Lisbon Treaty was, in my opinion, that it didn't mark a clear distinction between European and national responsibilities. I'm not convinced by shared responsibilities, and I believe that they should be limited, to allow EU citizens to understand who does what.

In conclusion, I think our will to live together is very important, together with the indispensable common-market policies that represent the cornerstone of the EU. Far from having mere economic or commercial traits, this will is based upon the acceptance of interdependence, which is the foundation of the will to act together. My vision for a great Europe is also modest, as it wouldn't equal a German-style federal system, which, by the way, wouldn't be accepted. On the other hand, this great Europe, despite its glorious past, wouldn't aspire to rule the world. I'm referring here to Vaclav Havel, who better than anyone else, was the interpreter of an idea of a Europe that was both strong and influential. Havel explained that Europe should no longer be trapped in the nostalgic idea of ruling the world but instead aim to show the path toward peace and understanding among people. This would be a beautiful ideal for my vision of Europe.

The Euro Bonds

The EMU needs enhanced cooperation at the fiscal level and when it comes to some social policies, but, as I said before, always with the respect for the differences that exist within the EU. We must create tools that allow us to obtain more cooperation and solidarity, such as a common regulatory fund, aid to innovation and sustainable development and financial tools such as euro bonds. Euro bonds, if used wisely, would allow fund common projects and would create a credit market that would enhance the role of the euro at the international level.

However, when it comes to efficacy, I must stress once again the importance of the rule of qualified majority voting. I will quote the late Tommaso Padoa Schioppa, one of my cherished mentors, who said that "the paralysis produced by veto power isn't an imperfection of the EU but simply a symptom of a lack of a real union. The ability to make decisions exists only when it's possible to decide even when there is disagreement over an issue."

These words are crucial when we think about the future of the EMU as an institution, leaving the right of initiative to the Commission.

Given the options on the plate, I'm in favor of more federalism. For my great Europe, that would translate into a federation of nation-states, while for the countries belonging to the EMU, that would mean more integration—at the economic, monetary and, partly, social levels.

How to combine rules and politics? The EMU needs rules too. How is it possible, however, to create more cooperation, solidarity, coherence, simplicity and transparency without federalism?

In conclusion, the EMU's future will be preserved by displaying some institutional, economic and political courage. Monetary changes are the most radical ones, and our leaders are aware of that. But will they be able to carry them out?



Delors and Schmidt back eurozone debt agency

By Peter Spiegel in Brussels

A group of leading European figures are to propose creating a debt agency to issue commonly backed eurozone bonds in return for governments ceding more control over national budgets.

The group's proposal, overseen by Jacques Delors, the former president of the European Commission, and Helmut Schmidt, former German chancellor, would also create a eurozone finance minister to head the agency, with sweeping powers to reject national budgets in the most hard-hit countries.

"The core principle should be: sovereignty ends when solvency ends," the economists write in a 49-page report to be published on Tuesday. "At the same time, the euro area as a whole should ensure that adequately priced access to sovereign financing is generally possible, also in crisis times."

The report comes two days before a critical EU summit where leaders are preparing to grapple with plans to revamp the single currency, including the possible mutualisation of sovereign debt.

Coming from a panel headed by two of Europe's leading éminences grises – particularly Mr Delors, who is credited with drawing up the blueprint for the euro's creation in 1989 – the proposal could lend weight to a Franco-Italian effort to get Berlin to back common eurozone bonds.

At the same time, by including incremental loss of sovereignty for countries that tap the common debt, it could also appeal to the German government, which has

repeatedly insisted that it will not support eurozone bonds unless this comes with more EU-level control over profligate governments.

Under the Delors-Schmidt proposal, all eurozone countries would agree to issue debt equal to 10 per cent of their economic output through the European debt agency to provide an available and liquid market for debt issuance. Countries would be allowed to increase the amount of commonly issued debt, but only by gradually ceding power over their budgets to the agency.

Countries seeking to issue more than 30 per cent, for instance, would be subject to conditions similar to the current Greek, Portuguese and Irish bailout programmes. If a country needed more than 40 per cent commonly issued, the agency would become directly involved in drafting national budgets and setting economic assumptions.

Once a country was forced to raise debt through the agency equal to 60 per cent of its economic output, the agency and eurozone finance minister would have formal approval authority over the country's budget. If a country rejected such strictures, it would be forced out of the agency altogether.

“Countries would have to choose between giving up political sovereignty over the conduct of their fiscal policies and get a full bailout . . . or going into an orderly debt restructuring,” the report says. “An alternative approach could even include a legal transfer of sovereignty from the national level to the [agency].”

Although the report was organised under the auspices of Mr Delors and Mr Schmidt, the drafting was done by a group of nine leading economists and politicians, including Peter Bofinger, a member of the German Council of Economic Experts; Jean Pisani-Ferry, a French economist who heads the Brussels-based Bruegel think-tank; Paul De Grauwe, a Belgian economist at the London School of Economics; and Jean-Claude Piris, formerly the European Council's top lawyer, who is responsible for drafting many of the EU's recent treaties.



Euro Bonds Are Crucial for the Creation of a ‘Great Europe’

[Jacques Delors](#)Cronologia articolo06.06.12

Currencies are symbols, more or less objective representations of economic and social performances, speculation tools and global regulatory instruments. The introduction of a shared currency represents an extremely radical change, and it helps us understand the difficulties we are going through. Between 1999 and 2007, the results obtained by Europe's economic and monetary union were praiseworthy. The growth rate was above 2 percent, there were 12 million new jobs and more integration on the investment and commercial fronts. However, as I pointed out in vain in 1987, something was missing: cooperation.

That's why I'm returning to talk about a "triptych" made of competitiveness, cooperation and solidarity. The European Central Bank is the monetary cornerstone of a system structured along national central banks.

The 1997 Warning

Given that economic unity didn't exist in Europe, in 1997 I suggested that economic cooperation be introduced along with the monetary stability pact. However, my proposal was rejected. At the time, it seemed that adding the term "growth" to the definition of the stability pact was enough, an indication that politicians are seduced by words. In fact, it was merely a stability pact: there were no economic-coordination nor incentive, cooperation or regulatory tools.

In 2000 I came to the conclusion that the euro is an effective protection tool but doesn't stimulate growth. Why? Let's go back to the Lisbon Process, which was designed in 2000: despite the progress I have just mentioned, Europe has failed at competing at the global level when it comes to growth and innovation in a constantly evolving world. At the time, I was mean enough to add that the euro protects even the foolishness of some countries.

Everything went well until the start of the global financial crisis. That's when the first wrinkles appeared on the Economic and Monetary Union's face—wrinkles that were caused mainly by debt. But it wasn't only public debt; it was also a matter of private debt. Ireland's and Spain's crises, for example, were caused by the worsening of private debt.

Once the crisis kicked in, Europe's governance system turned out to be a failure. The EMU's intervention has always been late and inadequate, given the way the events were unfolding.

It would be easy to blame the markets and speculators, but the world isn't made only of speculators: we shouldn't forget about the managers of insurance and retirement funds, who are constantly monitoring the markets. When experts wonder what the EMU's next step will be, they usually have five or six different opinions. How could there be only one reliable and reassuring opinion, given how things are? The needs of the euro zone, which were addressed in the preliminary report issued by the so-called Delors Committee in 1989, have been ignored or underestimated from a political and technical standpoints.

A solution that would guarantee efficacy and well-timed reactions could come from granting more power to the EU's executive and decision-making arms. But to what extent? How? And in which proportions, given that each country is different when it comes to sovereign rights?

The Road to Convergence

It's important to remember that the EMU doesn't have a single socioeconomic model and that demographic trends vary across Europe. If I were a member of the European Commission, could I really pass retirement laws for all European countries? Of course not. Which kind of complementary institutions could

secure some harmony in the economic-policy and monetary-regulation sectors? And within which kind of institutional framework, in order to make things simpler, more efficient and more coherent?

This is a crucial point, as the international crisis is far from being over. The euro crisis hasn't come to an end either. And while I'm writing, the markets and speculators wait in ambush. Today Spain's bond yields kept rising, while German bonds sank. In other words, there is not a lot of regulation.

While there is no doubt that some engage in the speculation that worries us so much, there is no point in debating the issue. We must find the right solution, which, in my opinion, may derive from a mix of institutional and economic considerations about the future of the EMU.

I have always underestimated a point highlighted by the 1989 report, even in my capacity as president of the EU Commission. The fact is that I didn't pay enough attention to the extent to which a common market with a single currency would increase the differences between European countries, despite the considerable funds directed at economic and social cohesion. We could say that to a certain extent countries in distress are to blame. While we must address these divisions by relying on social and economic cohesion, we must do so with tools tailored to individual countries, since Greece, Spain and Germany, for example, are not at all the same when it comes to competitiveness. How can we ask Greece and Spain to adopt the German model, a model that was tailored to the qualities of the German people and to some administrative and economic tenets specific to Germany? If European countries want to cohabitate, then institutional, administrative and economic courage is crucial, as is the awareness that the EU is a union that, though on the path to greater convergence, will always be made of different countries. In other words, the EMU must focus on cooperation and aid, two cornerstones of the strategy that, guided by social and economic cohesion, led to the common market.

Finland's request to link bailout funds to Greece to a collateral deal wasn't an exception. Other countries shared similar concerns. The problem is therefore widespread and reflected in Europe's rampant nationalism, through which political leaders trick public opinion and, at the same time, underestimate the advantages offered by the EU.

I often repeat that Europe's options are more than just survival or decline. The euro crisis overshadowed issues such as the budget deficit, the environment, the European Neighborhood Policy and the acceptance of new member states.

The problems of the EU must therefore be addressed as a whole, well beyond the current euro crisis.

Enhanced Cooperation

We should also address the differentiation built into the EU governance system. Differential integration doesn't equal a two-speed Europe. It merely reflects the fact that at a given time some countries will share more sovereign power as a way to stimulate further integration within the union—within the framework of the laws of a 27-member union, of course. There is nothing new to this: the Schengen Treaty and the euro are two examples of differential integration.

Enhanced cooperation, which was built into the Amsterdam Treaty, therefore has an institutional foundation. Enhanced cooperation allows some countries to instill a new dynamism into the EU. If the EMU were to display courage, it would implement enhanced cooperation at the institutional level.

Such vision and methods are not shared by all EU members, including important ones, which is a major problem for Europe.

In short, in my opinion the next 10 years will see these two scenarios, which are strictly interconnected: a "great Europe"—the product of new, desirable enlargements—and enhanced collaboration within the EMU. My vision is both ambitious and modest. It's ambitious to the extent that it aims at making such an enlarged Europe a key point of reference for any future reorganization of the world. At some point, the Association of Southeast Asian Nations asked us to explain what "collaboration" meant in the framework of Europe. The same happened with the Arab Maghreb Union and Mercusor.

It seems to me that this great Europe would also be a way to show that global regulations are necessary, right at a time when everybody talks about them. It would also be a way to say, "Here we are. We succeeded at creating a union that allows us to live better, be more effective and understand each other while always respecting the rule of law."

Another key issue is the division of responsibilities within the EU. The main flaw of the Lisbon Treaty was, in my opinion, that it didn't mark a clear distinction between European and national responsibilities. I'm not convinced by shared responsibilities, and I believe that they should be limited, to allow EU citizens to understand who does what.

In conclusion, I think our will to live together is very important, together with the indispensable common-market policies that represent the cornerstone of the EU. Far from having mere economic or commercial traits, this will is based upon the acceptance of interdependence, which is the foundation of the will to act together. My vision for a great Europe is also modest, as it wouldn't equal a German-style federal system, which, by the way, wouldn't be accepted. On the other hand, this great Europe, despite its glorious past, wouldn't aspire to rule the world. I'm referring here to Vaclav Havel, who better than anyone else, was the interpreter of an idea of a Europe that was both strong and influential. Havel explained that Europe should no longer be trapped in the nostalgic idea of ruling the world but instead aim to show the path toward peace and understanding among people. This would be a beautiful ideal for my vision of Europe.

The Euro Bonds

The EMU needs enhanced cooperation at the fiscal level and when it comes to some social policies, but, as I said before, always with the respect for the differences that exist within the EU. We must create tools that allow us to obtain more cooperation and solidarity, such as a common regulatory fund, aid to innovation and sustainable development and financial tools such as euro bonds. Euro bonds, if used wisely, would allow fund common projects and would create a credit market that would enhance the role of the euro at the international level.

However, when it comes to efficacy, I must stress once again the importance of the rule of qualified majority voting. I will quote the late Tommaso Padoa Schioppa, one of my cherished mentors, who said that "the paralysis produced by veto power isn't an imperfection of the EU but simply a symptom of a lack of a real union. The ability to make decisions exists only when it's possible to decide even when there is disagreement over an issue."

These words are crucial when we think about the future of the EMU as an institution, leaving the right of initiative to the Commission.

Given the options on the plate, I'm in favor of more federalism. For my great Europe, that would translate into a federation of nation-states, while for the countries belonging to the EMU, that would mean more integration—at the economic, monetary and, partly, social levels.

How to combine rules and politics? The EMU needs rules too. How is it possible, however, to create more cooperation, solidarity, coherence, simplicity and transparency without federalism?

In conclusion, the EMU's future will be preserved by displaying some institutional, economic and political courage. Monetary changes are the most radical ones, and our leaders are aware of that. But will they be able to carry them out?